



LES CAHIERS DU CERCLE D'ETUDES LIBERTAIRES  
GASTON LEVAL

FORMATION – ECHANGES

LE BIEN COMMUN

N°2

22 OCTOBRE 2011



## LE FILM

### LE BIEN COMMUN

Projection d'un documentaire de Carole Poliquin : "Le bien commun"

Le texte des pages 2 à 4 est extrait du site : <http://voiretagir.org/BIEN-COMMUN-LE.html>



Réalisation : Carole POLIQUIN

Production : Les Productions ISCA

63 mn, 2002

L'eau, la santé, les gènes humains et végétaux, les connaissances anciennes et nouvelles, plus rien aujourd'hui ne semble pouvoir échapper au destin de marchandise. Face à la voracité des marchands, qu'advient-il de la notion de bien commun qui est à la base de toute vie en société ? Le marché peut-il être le garant du bien commun ?

Différentes histoires, tournées au Canada, aux États-Unis, au Mexique, en France, au Brésil, en Inde, et racontées à la manière de la Genèse, témoignent des conséquences de la soumission du monde aux intérêts privés.

#### **CE QU'EN PENSE... BERNARD LANGLOIS DANS *POLITIS***

Sur le fond, c'est une charge très argumentée, très démonstrative contre la mondialisation libérale, nourrie de reportages et de témoignages recueillis au Canada, au Mexique, aux États-Unis, en Inde, en France. Avec les exemples très parlants de la marchandisation en cours de tous ces "biens publics mondiaux" que sont l'eau, les semences, la santé, les gènes, les connaissances et pratiques ancestrales ou nouvelles... Un thème que nous connaissons bien, autant de tristes réalités d'aujourd'hui.

C'est la forme qui est originale, avec un parti pris d'humour en contrepoint très réussi. Carole Poliquin a repris le thème et le découpage de la Genèse, ces sept jours qui

bâtirent le monde ; mais ici ce n'est pas Dieu, c'est "l'homme d'affaires" qui se donne une semaine pour asservir le monde au profit, pour créer enfin ce "marché total" qu'on nous propose comme horizon. À chaque jour son thème (l'eau, les semences etc.). Chaque soir de la semaine, l'homme d'affaires reprend son Boeing, volant dans les étoiles vers sa prochaine mission, tandis qu'une voix off commente : "Et l'homme d'affaires se dit que cela était bon pour ses actionnaires".

## DESCRIPTIF DU FILM

S'il a fallu sept jours à Dieu pour bâtir le monde, sept jours peuvent suffire à transformer ce qui était bien commun en marchandise.

- ▶ 1er jour : **l'eau**, bien commun dont certains veulent faire un produit, avec le projet d'exportation de l'eau d'un lac canadien, la disparition de l'agriculture et de la pêche au Mexique par l'assèchement du fleuve Colorado au profit de la culture industrielle.
- ▶ 2e jour : **les connaissances**, que s'approprient les pays riches en déposant des brevets sur les produits naturels des pays pauvres.
- ▶ 3e jour : **les semences**, avec Monsanto qui dépossède les agriculteurs de leurs semences et leurs méthodes de culture par la dispersion des OGM.
- ▶ 4e jour : **les gènes, le vivant**, avec les brevets déposés sur le vivant qui empêchent le développement de la médecine prédictive.
- ▶ 5e jour : **les services publics, la santé** et la pénurie créée dans le secteur public, sous prétexte d'économies et de réduction d'impôts, qui favorise les compagnies d'assurances et les entreprises pharmaceutiques.
- ▶ 6e jour : **les médicaments**, avec le traitement du sida quand la protection des investissements est privilégiée par rapport au droit à la vie.
- ▶ 7e jour : enfin est réalisée **la suppression des obstacles au marché** par la neutralisation des institutions politiques, les traités commerciaux ayant préséance sur les lois nationales.

Avec des interviews de : **Maude BARLOW** (auteure de *L'or bleu* et présidente du Conseil des Canadiens), **Vandana SHIVA** (scientifique et auteure indienne) et **Jeremy RIFKIN** (*Le siècle biotech*).

**CHOIX ENERGETIQUES**

*Fédération Anarchiste*

La question de la production et de l'accès à l'énergie est un enjeu essentiel pour le capitalisme globalisé, pour les Etats modernes autant que pour les collectivités humaines. L'épuisement annoncé des énergies fossiles et nucléaires, les évolutions technologiques, la pression exercée par la catastrophe écologique de l'effet de serre, la nécessité de décroissance de la consommation, les évolutions politiques des Etats qui régionalisent dans une optique économique libérale, la fin des monopoles d'Etat du secteur énergétique... amènent une situation nouvelle sur ces questions.

En France, la privatisation forcée des compagnies EDF, GDF et RTE, les aides octroyées par l'Etat, la marche forcée de l'Europe vers un bouquet énergétique sans dégagement de CO2, le potentiel de déconcentration des productions énergétiques... encouragent la spéculation qui fait de la production des énergies renouvelables un nouveau filon grâce à l'instauration de la taxe carbone. Petits producteurs ou firmes multinationales, pétrolifères ou nucléocrates, françaises ou étrangères, tout ce petit monde transforme le rêve de l'énergie naturelle gratuite des premiers mouvements écologistes en nouvel eldorado spéculatif et politiquement correct. Le vent, le soleil, le méthane, ...ne sont plus gratuits. On encourage les particuliers à alléger leurs propres crédits en produisant et revendant de l'énergie renouvelable. Chacun, à la plus petite échelle, est donc encouragé à spéculer sur une énergie pourtant patrimoine de l'humanité, au même titre que l'eau : il s'agit là d'une véritable marchandisation de ce qui est un bien commun et inaliénable.

Cette évolution contradictoire sur les énergies renouvelables doit être l'opportunité d'innover politiquement en faveur d'une production énergétique sans nucléaire, non polluante, déconcentrée, accessible à tous et autogérée sous la forme d'un service public où usagers (individus et collectivités) et travailleurs de ces filières seraient associés. Déjà, outre le secteur de l'eau, on voit des collectivités s'organiser en régies pour produire une partie au moins de l'énergie consommée. De nombreuses associations œuvrent en faveur d'une production d'énergie décentralisée, au plus près des lieux de consommation, et l'opinion publique semble sensible à ces questions qui sont autant politiques que techniques.

L'autonomie semble être un objectif en matière de production et de consommation d'énergies, mais elle n'est pas toujours possible, ni souhaitable. Outre que les conditions climatiques rendent les collectivités humaines inégales, l'autogestion ne peut pas s'exprimer autrement qu'à travers la solidarité, la complémentarité, et à un niveau de production qui permette d'apporter des réponses collectives d'échelle, sans interdire les réponses techniques à petite échelle. On peut produire localement, sans Etat qui centralise et contrôle et sans patrons qui s'approprient ce qui nous appartient, mais il faut aussi construire et fournir un réseau solidaire de dimension régionale voire au-delà.

Le réseau privatisé "Réseau Transport d'Electricité" peut ainsi devenir le réseau de service public d'une fédération d'unités de production d'énergie renouvelable. Ces unités de production, gérées par les collectivités, à travers régies ou coopératives de service public - entreprises sans buts lucratifs-, doivent associer travailleurs, usagers (particuliers ou entreprises) et collectivités pour devenir un service public de l'énergie sans nucléaire, et autogéré. Sa proximité des lieux de consommation devrait pouvoir réduire les coûts et les pertes liées au transport d'énergie sur longue distance, faciliter la sensibilisation aux économies d'énergies et à la décroissance de leur consommation, et faciliter l'intérêt des populations pour sa gestion associée. Dans ce combat, les personnels des services de l'énergie autant que les réseaux d'associations antinucléaires devront être informés et sollicités.

Les enjeux sont essentiels et reposent sur trois pistes : 1- Création d'un service public de production et de distribution autogéré sans nucléaire, de proximité ; 2 - Empêcher la marchandisation et le caractère spéculatif de la production énergétique renouvelable ;

3 - Procéder à l'expropriation des firmes privées de ce secteur pour imposer des productions sous formes de régies ou de coopératives de production autogérées, sans but lucratif. Sans une forte pression de l'opinion publique dans cette direction, la lutte contre les nouvelles constructions de centrales nucléaires et pour le démantèlement de celles qui sont vétustes, quelle que soit sa radicalité, n'a quasiment aucune chance d'aboutir.

### **Fédération anarchiste**

**TEXTES EXTRAITS DU PERIODIQUE**  
**LIBERTAIRE « CREUSE CITRON »**

## 4 – Capitalisme à la poubelle

### L'eau : bien public ou poule aux œufs d'or privatisée ?

**L**e problème de la gestion de l'eau se pose régulièrement : faut-il la laisser aux mains de quelques compagnies racketteuses ou bien faut-il lutter pour obtenir sa remunicipalisation ? En ces temps où se renégocient (ou plutôt se prolongent) les contrats octroyés aux compagnies privées, il est urgent d'intervenir auprès des conseils municipaux pour faire pression sur eux et d'exiger le retour de la gestion de l'eau dans la sphère publique, si possible sous le contrôle attentif des habitants puisque la plupart des élus ont été incapables de résister aux « sirènes » du privé si attirantes ! Nous savons, libertaires, que nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes, aussi ne faut-il pas attendre, une fois de plus, la solution de quelques politiciens ou autres qui seraient brutalement attentifs et respectueux des demandes « citoyennes ». Et quand on essaye de raviver ces démarches d'action directe que l'on ne vient pas nous parler d'utopie !

La remunicipalisation de la gestion de l'eau au Palais sur Vienne (Haute-Vienne) doit servir d'exemple dans les luttes (à venir ?) en Creuse.

Le 25 juin à Guéret lors de la création de la Fédération nationale des comités de défense et développement des services publics (voir encadré), Yvan TRICART Président de l'association d'usagers BARRAGE du Palais sur Vienne (Hte Vienne), a résumé le sens de l'action menée par cette association d'usagers. Nous tenons à en publier de larges extraits dans Creuse Citron car la conjonction gestion de l'eau / défense des services publics met bien en évidence qu'il n'est pas forcément besoin d'Etat et d'administration centralisée pour créer un service public. L'eau est typiquement une ressource naturelle qui peut être gérée directement et localement par le citoyens et la lutte victorieuse de l'association BARRAGE montre que c'est à notre portée.

L'association BARRAGE, par une action de 2000 à 2003 (conclue par une pétition de 600 familles), a obtenu la remise en cause du contrat de l'eau liant la Ville du Palais à la SAUR (Bouygues) et le retour au public de la gestion de l'eau.

#### Le problème de l'eau est emblématique

Trois problèmes ont traversé le débat de l'association.

- **L'eau n'est pas un bien comme les autres.**

Ressource naturelle limitée, fragile, rare, indispensable à la vie, aux systèmes écologiques, essentielle au développement économique et social. L'eau est à l'origine de la vie, elle est l'expression de la vie

- **L'eau ne peut être considérée comme une simple marchandise**, contrairement aux idées libérales ambiantes

- **Soustraire l'eau au marché est un objectif global** qui interpelle les politiques mondiales – européennes – nationales et locales.

#### Pourquoi les politiques mondiales ?

L'accès à l'eau n'est pas un droit.

Les chiffres sont effrayants : 2,4 milliards d'habitants de la planète n'ont pas accès à l'eau potable. 1,5 milliard sont en situation de détresse absolue.

30000 personnes meurent par jour faute de boire une eau potable. 1 enfant sur 5 meurt avant l'âge de 5 ans des suites de la mauvaise qualité de l'eau. L'ONU, l'UNESCO ont lancé un cri d'alarme : "en 2030, 60% de la population vivra dans des régions sans eau."

#### La faillite des politiques actuelles.

Depuis trente ans une succession d'initiatives : 1977 conférence internationale en Argentine – 1980 l'ONU ouvre la décennie de l'eau – 1992 Conférence de Dublin et de RIO – 1996 année de l'ONU sur l'eau – 2002 nouvelle année de l'eau avec la conférence de Johannesburg – G8



Evian sur l'eau. Un flot de paroles et de promesses sans aucun résultat.

#### Les inégalités continuent de se creuser

Les pays en voie de développement ont une consommation moyenne de 20 litres / jour et par habitant, aux USA elle est de 600 l/j.

Pourtant des techniques existent : les chercheurs de l'Université de Montpellier ont publié un rapport "à la recherche de l'or bleu" où ils font ressortir des techniques alternatives possibles adaptées à chaque région et à des coûts réalisables.

L'eau plus qu'un problème financier et technique est avant tout un problème politique.

#### La politique des élites mondiales repose sur trois principes

- L'eau est un bien économique (c'est une marchandise comme une autre).
- L'accès à l'eau ne doit pas être un droit

humain : les êtres sont des clients.

- L'eau est un bien précieux, il faut convaincre le client d'en payer le prix... fort.

Pour ces trois objectifs, la politique dominante impose un principe de base : le secteur de l'eau doit se soumettre aux lois du marché. Seul le privé est sensé pouvoir fournir les moyens de résoudre le défi de l'eau.

Quatre grands groupes se partagent le marché mondial : Générale des eaux (actuellement Veolia), Lyonnaise des eaux (Ondéo Suez), Thomas Water (Allemagne) et Saur (Bouygues). Les deux premiers groupes occupent 70% du marché et hors Europe l'objectif est de fournir l'eau à très court terme à près de 2 milliards d'habitants.

Dans les accords de l'OMC avec l'AGCS ces groupes exigent la libéralisation du marché de l'eau. Comme ce sont des groupes européens, l'Union Européenne





demande la libéralisation du secteur de l'eau dans 72 pays membres de l'OMC.

### La situation en France

Les groupes Générale des eaux, Lyonnaise et Saur ont imposé leur politique, accompagnés par une campagne extraordinaire, par la mise en place de groupes de pression, ils sont apparus comme incontournables, face à un maire qui a des problèmes de qualité d'eau, ils apportent les moyens financiers et les compétences techniques pourvu qu'on leur délivre un accord de gestion sans contrôle véritable pour une durée de 10, 20 ou 30 ans.

La France est devenue une référence mondiale, près de 80% de l'eau y est privatisée et cela s'est réalisé avec le vote des conseils municipaux de tous horizons.

### Trois constatations :

- **Les prix flambent** : de 1995 à 2003 + 30% (cour des comptes)

La France est devenue le troisième pays dans le monde pour le prix de l'eau (derrière le Danemark et les Pays-Bas).

- **La France est le pays où les taxes sur les pollueurs sont les moins élevées** en Europe.

Le principe "Pollueur-payeur" constamment affirmé comme par exemple dans la loi de 1992 n'est jamais appliqué (50% de la pollution de l'eau provient de la culture intensive mise en place avec la complicité des grandes sociétés de l'agro-alimentaire - 1% est à la charge de cette agriculture intensive - 87% est à la charge des consommateurs). On ne traite jamais les

problèmes de pollution à la source, mais la collectivité construit une usine pour dépolluer dont on confie la gestion à un des trois groupes privés. Plus il y a de pollution, plus cela rapporte aux groupes et c'est le consommateur qui paye.

La privatisation de ce secteur joue un rôle pervers d'autant plus que ces grands groupes ne sont responsables de rien. Ce sont les collectivités dans l'immense majorité des cas qui créent les usines de traitement, installent les canalisations, le privé se contente de la gestion de l'ensemble et des bénéfices qui n'ont jamais été aussi prospères.

- **Un véritable système de racket accepté par les élus**

Quand on regarde une facture : On a d'abord un abonnement payable d'avance. Puis le coût de la consommation - traitement de l'eau - surveillance et entretien - prix de la facturation ... Ensuite la part communale qui est le remboursement des emprunts pour réaliser les installations et réseaux, et pour terminer, les taxes.

### A quoi sert l'abonnement ?

Un abonnement est censé être un ensemble de services que l'on a globalisé, dans le cas de l'eau tout est payé par les autres lignes de la facture. **L'abonnement c'est donc un bénéfice pris à l'avance** par la société gestionnaire, c'est la non transparence, c'est le manque de rigueur, c'est le surplus. ( on essaie de justifier l'abonnement : ce serait à cause des maisons secondaires, faux, les travaux de raccordement sont payés dans la part communale ).

Cet abonnement qui peut atteindre 150 € aboutit à des inégalités qui frappent les plus petits consommateurs qui sont d'ailleurs souvent les plus pauvres.

Au Palais sur Vienne, une personne seule dans un logement HLM qui consomme environ 25 m3 par an payait près de 50F par m3, un consommateur de 120 m3 par an payait 25F par m3.

Après le retour au public au Palais sur Vienne, bien sûr il n'y a plus d'abonnement, le prix de l'eau dès le 1er m3 est de 3€ soit 20F par m3, tout le monde y a gagné, le petit consommateur a vu sa facture divisée par plus de deux, le consommateur de 120 m3 a vu sa facture baissée de 5F par m3.

**Au fur et à mesure que BARRAGE a développé son action et rencontré un très large soutien public, les élus du Palais sur Vienne, ou les différents groupes qui avaient voté hier la privatisation de l'eau se sont tous prononcés pour le retour au public**, mais dans 15 villes sur les 19 villes qui forment l'agglomération de Limoges alors que c'est la gauche qui dirige partout,

aucune ville n'a eu la même démarche, **c'est bien l'action citoyenne qui a convaincu nos élus.**

### En conclusion

Rien notamment dans la région de Limoges et du Limousin en particulier ne justifie le maintien de la gestion de l'eau et de l'assainissement au privé. Usines de traitement et canalisations appartiennent aux collectivités, seule la gestion appartient au privé, cela coûte cher aux consommateurs.

La compétence de la qualité de l'eau existe à Limoges et dans le Limousin ( office international de l'eau, CRIDEAU, ENSIL... ), ce n'est pas le cas partout et une formation de compétence serait nécessaire, mais ici en Limousin si une volonté politique s'exprimait les choses pourraient aller très vite, les consommateurs s'y retrouveraient financièrement tout en ayant une garantie de qualité.

Yvan Tricart

### Convergence des Collectifs Services Publics"

**D**ans la foulée de la grande manif du 5 mars à Guéret qui avait rassemblé plus de 8000 personnes venant de toute la France pour défendre les services publics, une vingtaine de Comités de défense et développement des services publics (CDDSP) se sont réunis le 26 juin à Guéret pour créer une Fédération nationale des comités de défense et développement des services publics. Une réunion d'une quarantaine de comités le 17 septembre à Angoulême a contribué à affirmer la vocation d'outil de coordination et de convergences unitaires de cette fédération en envisageant des actions à court et moyen terme. La première de ces actions devrait être une manifestation des CDDSP le 19 novembre à Paris à l'occasion du congrès de l'Association des Maires de France (22-24 novembre). Le CDDSP creusois remarque que même si le préfet reconnaît que les "Points d'accueil polyvalents" (Permanence alternée dans les petits bourgs des administrations et services d'état, de la poste... C'est à dire des emplâtres permettant de masquer la suppression de services publics) ont été mis en place trop vite et fonctionnent mal, ces points d'accueil demeurent sa priorité. Le CDDSP envisage d'apporter une aide aux maires qui le souhaitent pour qu'ils ne se fassent pas piéger en négociant seuls avec le préfet.

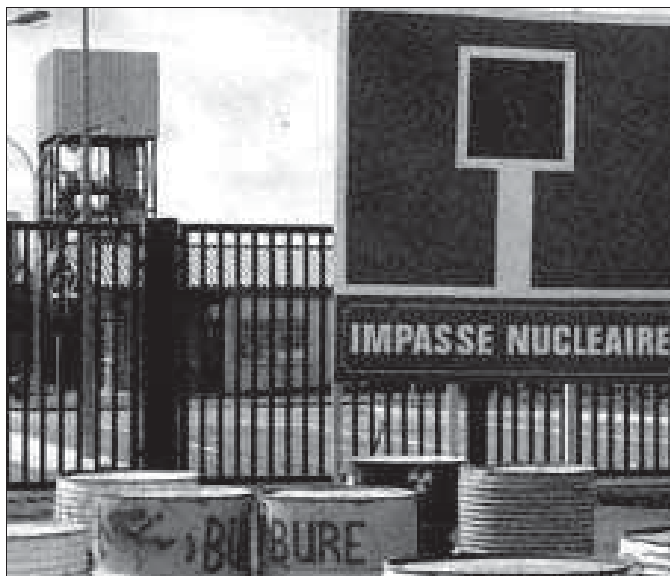
**Ne dites plus : je bois un coup  
Dites : je gère ma déshydratation**

# L'Energie du désespoir

Par une belle journée aoûtienne, le soleil, source de toute énergie, chauffait une imposante délégation de *Creuse-Citron* cheminant avec d'autres marcheurs entre Royère et Gentioux. Il s'agissait de se rappeler ce jour où l'« Empire du Bien » faisait bénéficier la population d'Hiroshima de ses recherches dans le domaine nucléaire. Nous y évoquâmes la récente implantation d'éoliennes toutes proches et l'intérêt d'aborder plus généralement les choix imposés dans le domaine de l'énergie.

### Reconstruire la France...

Pour bien comprendre comment on en est arrivé à la situation actuelle il faut se rappeler dans quel contexte EDF, cet Etat dans l'Etat, a été mis en place à la Libération. Dans une situation pré-révolutionnaire, où une partie des résistants avaient gardé les armes, il était difficile de restaurer un Pouvoir garant d'une Remise en Ordre progressive mais ferme. D'autant plus que les Institutions garantes de cet Ordre s'étaient totalement déconsidérées : ralliement sans rechigner de la Police et de la Justice au pouvoir pétainiste, collaboration sans vergogne de l'Eglise, du Patronat et de certains dirigeants politiques. Les Gaullistes avaient plusieurs atouts : un chef charismatique, un nationalisme adossé à l'autonomie affirmée vis-à-vis des Américains, les espoirs mis en eux par la « bourgeoisie éclairée » pour revenir aux affaires. Ne pouvant gouverner seuls, une alliance conflictuelle avec le Parti Communiste parut la bonne solution, d'autant plus que Staline ne souhaitait pas voir un phénomène révolutionnaire se développer. Dans le programme du *Conseil National de la Résistance* figuraient des mesures radicales telles la mise en place de la Sécurité Sociale et la nationalisation de pans entiers de l'économie dont l'énergie. Il s'agissait d'un secteur essentiel pour remettre en route le pays. Le mot d'ordre du PC, « se retrousser les manches pour reconstruire la France », était garant d'un climat social apaisé et de l'acceptation de cadences de travail corsées ; le Service du Travail Volontaire après le STO ?!



### Il était une fois... l'EDF

Marcel Paul membre dirigeant du PC, ancien résistant et déporté, fut nommé par De Gaulle ministre de l'Energie et de la Production Industrielle. En 1946 fut ainsi réalisée la nationalisation de la distribution et de la production d'électricité (1300 entreprises avant guerre). Les forces politiques gaullistes et communistes, étatiques donc centralisatrices et autoritaires, refusaient toute tentative de gestion ouvrière. Impensable de laisser dans les mains des salariés un outil permettant de bloquer l'économie en coupant la fée électricité ! Le « deal » était le suivant :

· pour le PC et ses « amis » dans la CGT, un poids essentiel dans

EDF, la gestion d'œuvres sociales (CCAS) – alimentées par 1 % du chiffre d'affaires – permettant d'y salarier des militants,

· pour les gaullistes et leurs alliés, garantie d'un encadrement « sérieux » du personnel augurant des grèves « raisonnables » assorties de coupures « minimum »,

· pour les salariés, statut avantageux accompagné d'œuvres sociales haut de gamme.

La direction de l'entreprise fut confiée à des « experts » issus des Grandes Ecoles nommés par l'Etat. Cette alliance se révélera très utile pour maintenir la « paix sociale », mais aussi pour imposer le choix de l'option nucléaire à la fin des années 50.

Mais récemment, les principaux investissements déjà payés par la collectivité, la classe ouvrière en grande partie muselée et découragée, le Patronat et ses alliés politiques prônèrent la privatisation de nombreux secteurs, dont celui de l'énergie. L'image émouvante de Jospin et Chirac, signant « la mano en la mano » le traité de Barcelone allant dans ce sens, a dû secouer les mânes de Thorez et De Gaulle... Les actions ciblées des « Robins des bois » – coupures des compteurs de politiciens et d'entreprises particulièrement anti-sociales, rétablissement du courant pour des usagers endettés – auraient gagné à être engagées dans un contexte d'offensive sociale il y a quelques dizaines d'années...

### Préparons nos bougies

Les choix énergétiques mis en place par l'Etat De France, mais aussi par les nations « développées », ont conduit à de sérieux avertissements (dérèglements climatiques, Tchernobyl, diminution des ressources...). Accusés de « vouloir revenir à la bougie » quand nous nous opposons au nucléaire, devons-nous anticiper de futures catastrophes en ressortant nos chandelles ? Rassurons-nous, EDF, Total, Areva... et le Ministre de l'Industrie veillent ; n'oublions pas d'éteindre la lumière en quittant notre travail et d'envoyer des couvertures aux sinistrés du jour, le monde continuera à bien se porter ! Les « experts » sont formels, le nucléaire est propre et sans danger, la fusion de l'hydrogène fournira dans 50 ans une énergie abondante et bon marché... Exportons nos « rêves » (portable, télé, bagnole, climatiseur... centrale nucléaire, Rafale, char AMX) dans les pays du Sud. Consommons, consommons pour dynamiser la croissance. Partout ce credo productiviste est revendiqué par les « élites ». Certes beaucoup de pauvres dans le monde tentent de résister, tel ce paysan guatémaltèque : « laissez les pauvres tranquilles et ne leur parlez plus de développement ». Mais si les pauvres deviennent vraiment trop gênants on peut toujours les noyer et les remplacer par la police et l'armée comme à La Nouvelle-Orléans... Heureusement le « modèle français » est plus « soft ». S'il s'appuie sur un recours de plus en plus important au nucléaire (centrales EPR), il pratique à travers un zeste d'énergies renouvelables l'habillage vert d'un capitalisme à visage humain. Certes on ne sait comment gérer les déchets nucléaires et il serait sans doute amusant de les entreposer dans les jardins de nos décideurs plutôt qu'à Bure ou en Creuse. Au delà du choix du pourcentage de nucléaire et d'éolien, il est nécessaire de remettre radicalement en cause le modèle productiviste de développement dans le monde « civilisé » ou non : « Ce qu'on continue d'appeler aide n'est qu'une dépense destinée à renforcer les structures générales de la misère. Par contre, les victimes spoliées de leurs vrais biens ne sont jamais aidées dès lors qu'elles cherchent à se démarquer du système productif mondialisé pour trouver des alternatives conformes à leurs propres aspirations » (Hajid Rahmena, économiste iranien).

### Décroissez, démultipliez

Au Nord comme au Sud abjurons la foi dans l'économie capitaliste, abandonnons le mythe de la croissance infinie, remettons en cause les besoins artificiels véhiculés pour enrichir les transnationales. Rien n'évoluera sans une prise de conscience et sans l'action des individus, ce qui nécessite une information

indépendante des lobbies des producteurs et de leurs alliés médiatiques, politiques et scientifiques. A partir d'initiatives locales se fédérant ensuite horizontalement peut se reconstituer une solidarité collective, en partie brisée par le capitalisme. Ainsi, la notion de service public, laissée aux bons soins des tenants du « tout marché » ou du « tout Etat » se concrétiserait plus naturellement. Seule une production décentralisée d'énergie permettrait de confronter localement ressources disponibles, cadre environnemental, besoins individuels et collectifs. Mais l'autogestion d'une centrale nucléaire est-elle imaginable ?! Bien sûr

ces propositions n'ont aucune chance d'exister à grande échelle dans un système capitaliste. Leur développement implique la totale remise en cause de l'organisation sociale actuelle. Utopie (?) en ces temps où on voudrait nous faire croire que la résignation et la soumission sont d'inévitables carcans de nos vies ? Ce qui paraît totalement irréaliste, c'est de penser qu'un système qui est au service d'une très faible partie de la population, qui menace à court terme la planète, ait la moindre chance de perdurer. Et puis tenter de changer la Société, c'est un excellent moyen pour commencer à changer sa vie.

Elan Noir

## Un cas d'Eole

«**E**n Creuse, énergies heureuses» avec le soleil, le bois, l'eau, le vent ?

Dans ce domaine, même si la « démocratie participative » évoquée en haut lieu est, ici comme ailleurs, très limitée, il existe quelques initiatives intéressantes par leur exemplarité. Ainsi, depuis fin 2004, six éoliennes sont en fonctionnement près du village de Neuvalle (entre Gentioux et Peyrelevade), dans le Parc Naturel de Millevaches. La puissance installée est de 9 MW (mégawatts), ce qui représente l'électricité annuelle pour environ 11 000 personnes et une économie de 12 500 tonnes de CO<sub>2</sub>.

Il semble que des erreurs commises lors de l'implantation d'éoliennes sur certains sites de Bretagne ou de Corse aient été prises en compte puisque des réunions de « consultation publique » ont pu être organisées (à Guéret, Bugeat, Magnac-Laval, Limoges) pour aborder les problèmes d'implantation et de nuisances environnementales. Comme l'ont évoqué un certain nombre de participants, il est nécessaire de fournir davantage d'informations et d'en élargir la diffusion. L'association *Energies pour demain*, créée autour du site, peut être très utile. Son but est de promouvoir et développer les énergies renouvelables sur le plateau de Millevaches. Ce projet est animé notamment par Rémi Gerbaud, ex-chômeur de Faux-la-Montagne, qui a ainsi créé son emploi. Des animations organisées sur le site proposent plusieurs thèmes : histoire de la construction et fonctionnement des éoliennes, impacts sur l'environnement, avenir des énergies renouvelables.

Plus généralement, une décision finale sur le schéma éolien de la région Limousin doit être prise en janvier 2006 et concerne des implantations majoritairement dans le nord de la Haute-Vienne et le nord-ouest de la Creuse.

Au delà de la « propreté » de cette énergie (pas de CO<sub>2</sub>, pas d'effet de serre, pas de déchets), elle participe de la dissémination des centres de production et de leur rapprochement des lieux de consommation qui peuvent faciliter, un contrôle par les habitants, s'ils s'en donnent les moyens. L'expérience du site proche de Igney en Meurthe et Moselle, où 16 éoliennes produisent 32 MW, va en ce sens. En effet, 99 particuliers, parmi lesquels de nombreux agriculteurs, sont actionnaires de ce projet. Au delà de l'aspect

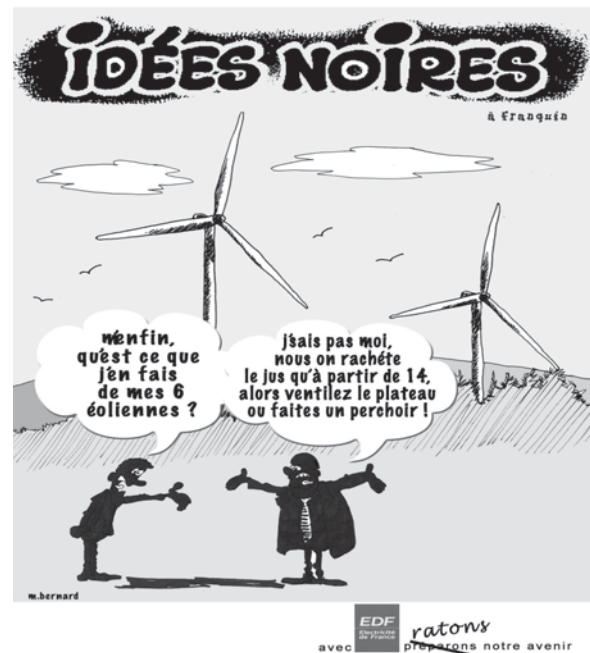
financier (environ 2 euros par kilowatt/heure), cela peut permettre à chacun de s'efforcer de peser sur les choix énergétiques.

Bien sûr, même si ces réalisations sont à soutenir, l'électricité d'origine renouvelable ne doit pas être un alibi écologique à une politique pro-nucléaire (même EDF s'est lancé dans l'éolien). Geneviève Coutier, qui s'occupe avec son mari d'une petite centrale hydraulique privée à Saint Martin Château, affirme : « Pour l'Etat, les énergies renouvelables ne sont qu'un hochet pour amuser la galerie » (*IPNS* n° 12).

Un beau sujet de débat à aborder, par exemple lors d'une animation à Neuvalle...

Elan Noir

Contact : Rémi Gerbaud 06 68 90 30 58 ou remigerbaud@yahoo.fr



## La démocratie participative à la sauce préfectorale

Suite aux différents mouvements et manifestations pour défendre les services publics, Raffarin, du haut de sa duplicité, avait décidé, pour essayer de calmer les revendications, de lancer une enquête nationale pour étudier les besoins en services publics de la population. Vous n'en n'avez certainement plus entendu parler et

pourtant cette enquête est terminée! Le cahier des charges a été "validé" fin août par une commission fantôme où les représentant des élus, des syndicats et des usagers étaient minoritaires (2 sur 6). Le cabinet d'étude a été choisi début septembre et l'étude rendue début octobre!! Un petit mois pour consulter la population creusoise!!! Et certainement la même chose dans les départements plus peuplés. La

conclusion n'est pas encore publique mais nous la connaissons déjà : quelques généralités fumeuses du style "les creusois tiennent à leurs services publics" sans bien les différencier des "services au public", c'est-à-dire privatisés et il faut "dépassionner le débat allumé au printemps par des agitateurs professionnels refusant la modernisation de notre pays".

**Mon choix dans la vie était d'être pianiste dans un bordel ou politicien.**

**À vrai dire, il n'y a pas grande différence.**

Harry TRUMAN, président des États-Unis d'Amérique (1945-1953) qui utilisa la bombe atomique contre le Japon.

## 4 – La gueule toute verte... et noire

# Autosuffisance, décroissance et capitalisme

**C'est les pieds bien ancrés dans la terre que nous changerons le monde**

**Quel est le point de rencontre entre les peuples autochtones, les pays du sud et les pays du nord ? Quelle est la revendication qui se fait jour et qui va globaliser les luttes au niveau mondial ?**

**C'est la souveraineté alimentaire : le fait que chacun puisse satisfaire ses besoins alimentaires par la production de la région où il réside. Notre alimentation ne peut plus continuer à être tributaire du jeu de monopoly de l'OMC.**

**L'alimentation est un bien commun de l'humanité qui ne**

**doit plus dépendre des intérêts privés. Lutter contre l'agriculture productiviste basée sur des échanges d'exportations c'est lutter contre l'énorme gaspillage d'énergie qu'elle entraîne et contre la pollution qu'elle génère. Lutter pour la souveraineté alimentaire c'est promouvoir une décroissance intelligente, c'est vouloir une société autogérée où la définition et la gestion des besoins humains soient le fait des citoyens eux-mêmes et pas des fonds de pension.**

**E**n Limousin, 10% seulement de ce que nous consommons est produit dans la région, de nombreuses productions locales sont en voie d'abandon : la production de légumes frais ne couvre que 8% des besoins de la région (surface légumière divisée par 20 en 30 ans), celle des pommes de terre 23%, de même pour les volailles et les céréales.

Le poids des paysans dans la population active est plus important que dans d'autres régions, mais les revenus sont plus faibles. L'évolution est identique à celle des autres régions mais plus lentement. On assiste à l'abandon de la diversité et à une perte des savoir-faire.

Parmi les causes expliquant cette fragilité agricole et alimentaire, il y a la mise en place de la politique agricole commune (PAC). En s'éloignant de sa vocation initiale (souveraineté alimentaire de l'Europe), la PAC a privilégié un modèle d'agriculture productiviste pour renforcer une logique d'exportation.

Pour arrêter cette évolution, il apparaît nécessaire de relocaliser la production et la commercialisation (vente directe, magasin de producteurs...) et de développer d'autres types de productions.

### **Produisons ce que nous mangeons**

Une étude récente, *Vers une démarche écorégionale* d'E. Bailly, se demande quel serait le visage de l'agriculture limousine si elle devait garantir à la région une autosuffisance alimentaire.

Les conclusions sont parlantes : la surface

nécessaire pour faire face aux besoins alimentaires de base de la population limousine serait de 370 000 hectares, soit environ 40% de la surface agricole utile actuelle (885 000 hectares). Il y a 717 000 habitants en Limousin et grosso modo il suffit d'un demi hectare par habitant pour produire ce qu'il mange en un an, y compris les surfaces nécessaires à l'élevage. Cette culture étant définie selon un modèle agrobiologique soucieux de la pérennité des ressources naturelles. Cette démarche permettrait de créer 10000 emplois directement et 24000 indirectement !



Une telle hypothèse remet bien sûr en cause la spécialisation dans l'élevage au bénéfice d'une polyculture redonnant toute leur place aux cultures maraîchères et céréalières. Et si 40% de la surface cultivable suffit pour alimenter la population locale, les 60% qui restent permettraient de produire pour les grands centres urbains qui ne pourront jamais par définition être autosuffisants, et aussi d'échanger pour

compléter la production locale par des produits non cultivables ici : riz, sel, sucre de canne, etc.

### **Autogérons la terre**

Pour la mise en place de cette production agricole autosuffisante, l'étude citée plus haut fait confiance à l'humanisme de nos dirigeants et pose qu'il suffit d'arrondir les angles de l'Organisation Mondiale du Commerce, pour que dans un cadre européen, ce projet devienne réalisable. Pourtant cette hypothèse ne remet pas seulement en cause un modèle de monoculture productiviste, elle remet fondamentalement en cause la propriété privée du sol.

Comment accomplir un tel bouleversement sans une réappropriation collective du foncier ? Si ce sont quelques bureaucrates européens relayés par d'autres bureaucrates régionaux qui définissent ce que doivent produire et consommer les habitants d'une région nous nous retrouvons face à une économie planifiée d'en haut dont le modèle de type soviétique a fait les preuves de son inefficacité.

Par contre si la terre est considérée comme un bien commun, propriété indivisible de tous, et dont l'exploitation est déléguée à certains selon des orientations collectivement débattues on peut espérer arriver à quelque chose de nouveau. Mais cette proposition sent le souffre, on pourrait penser qu'elle remet en cause le système capitaliste !

## Hors de l'élevage, point de salut

**L'**agriculture limousine est spécialisée à 80% en élevage bovin et ovin. La spécialisation a tendance à s'accroître. Les surfaces exploitées sont en herbe et en polyculture pour l'alimentation animale ; la tendance est à l'abandon de cette polyculture.

L'élevage limousin est dépendant des exportations (60% de la production bovine), des importations (céréales, soja pour nourrir le bétail) et des primes octroyées par l'Europe.

Ce sont les veaux qui, vers 8-9 mois, sont exportés pour l'engraissement en Italie. On retrouve ici la même structure d'exploitation que celle subie par les pays du sud : une exportation de matière première à un coût minimum qui est ensuite valorisée ailleurs. C'est l'engraissement qui donne son prix au veau comme c'est la transformation du minerai de fer mauritanien en France qui donne son prix à l'acier.

De plus cet élevage est fragile dans le cadre de la mondialisation. Depuis 2003, la production bovine insuffisante en Europe nécessite des importations du Brésil et de l'Argentine. Ceci entraîne une baisse des prix malgré les coûts dus aux transports qui ne sont pas pris en considération. Le nombre d'agriculteurs diminue et la pression sur le foncier augmente (il est plus facile de trouver 80ha pour s'agrandir que 20 pour s'installer). On assiste de plus en plus à un "surpâturage", les éleveurs sont poussés à augmenter la taille de leurs exploitations et se retrouvent avec plus de bêtes que ne peuvent en nourrir les surfaces dont ils disposent avec comme corollaire une surexploitation des terres, des besoins accrus en importation d'aliments de complément et un glissement de l'élevage extensif vers le semi extensif.

C'est une véritable dérive de la filière bovine.

## 6 - capitalisme à la poubelle

### LA FAIM DU MONDE ?

*Les pauvres gâcheront-ils la digestion des nantis de ce monde ? Les émeutes planétaires des affamés, victimes de la hausse des produits alimentaires, ébranleront-elles les bases du système mondialisé ? Les exactions des forces du désordre suffiront-elles à protéger les gagnants, les décideurs, les spéculateurs ? Les « experts » vont-ils pouvoir continuer à s'approprier la politique et la science pour aménager un capitalisme que seuls les peuples, à travers leurs combats, leurs solidarités, leurs mémoires, leurs cultures, peuvent abattre ?*

#### Place au jeûne

Alors que l'effervescence sur les prix des marchés des matières premières et de l'énergie s'épanouit depuis cinq ans, les produits agricoles, longtemps sous-évalués, flambent cette année. Plusieurs éléments conjoncturels y contribuent. Ainsi les aléas climatiques, sécheresse en Australie, pluies en Europe, gel en Argentine, ont diminué l'offre. De même le boom des agrocarburants (cf. Creuse-Citron, n° 14) participe efficacement au

Rome antique, en est devenu le premier importateur mondial.

Les hausses actuelles profitent aux gros producteurs céréaliers, australiens, canadiens, argentins, européens pour le blé, états-uniens pour le maïs... En ce qui concerne le riz, le Vietnam, l'Inde, l'Égypte réduisent leurs exportations pour contenir leurs prix intérieurs ; l'offre mondiale est ainsi de 420 millions de tonnes pour une demande de 430 millions. La situation inspire cer-

que 150 000 « exploitants agricoles » en 2015 ! Sous la pression du FMI, de la Banque Mondiale et de l'Organisation Mondiale du Commerce, beaucoup de pays du Sud ont sacrifié leurs cultures vivrières au profit de cultures d'exportation (café, cacao, coton...) soumises à la loi du marché, qui n'est que la loi du plus fort. L'importation de produits alimentaires occidentaux à bas prix, car subventionnés, a contribué à ruiner les agriculteurs locaux, contraints de quitter leur terre et de devenir de la chair à profit pour les entreprises du Nord, délocalisées ou non. Ainsi Haïti, autosuffisant dans les années 1980, importe du riz bon marché des USA, permettant aux industries légères américaines qui s'y implantent de disposer d'un sous prolétariat particulièrement bon marché. De même, les États côtiers africains vendent leurs droits de pêche aux bateaux-usines des pays « riches » et achètent des conserves de poisson danoises ou portugaises, enrichissant au passage distributeurs, traiteurs, transporteurs... Le Mali, a contrario, a su préserver et renforcer son agriculture, ce qui lui permet d'être relativement épargné par la crise alimentaire. Comment s'en sortent certains pays « émergents » ? Le Brésil, « bon élève » du capitalisme mondial, favorisant les agrocarburants, les OGM, l'élevage extensif, le nucléaire, permettra-t-il au chef du « Parti des Travailleurs » de siéger au Conseil de sécurité de l'ONU ? Tout cela ne profite qu'à une minorité, grands propriétaires, firmes multinationales, apparatchiks politiques, au détriment des paysans sans terre, des habitants des régions pauvres tel le Nordeste, des indiens d'Amazonie victimes de la déforestation...

La « réussite » globale est reconnue par Jacques Diouf, directeur général de l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : « Loin de diminuer, le nombre de personnes affamées dans le monde est en train d'augmenter au rythme de 4 millions par an ». Et cela risque de s'accélérer ; plus du quart des terres souffrent d'érosion et de dégradation des sols, sans compter la désertification qui



rapt d'une partie des terres et de la production agricole (par exemple 10 % pour le maïs). En regard, la demande en provenance des pays « émergents » (Chine, Inde...), essentiellement celle des couches privilégiées, s'accroît. La désertification des campagnes et l'urbanisation correspondante entraînent une évolution du régime alimentaire : en Chine, la consommation de viande a quintuplé en vingt ans ; or sept protéines végétales sont nécessaires pour obtenir une protéine animale. De plus, la terre arable disponible par habitant y est inférieure de moitié à la moyenne mondiale. Peut-on pour autant se contenter du raccourci : « C'est parce que les Chinois mangent trop de viande que les Égyptiens manquent de blé... » ? Il est vrai que l'Égypte, ancien grenier à blé de la

tains, tel Finance Agri : « Soyez un acteur de la volatilité des marchés agricoles ». Les spéculateurs, après avoir alimenté la bulle des « start-up », puis la bulle immobilière, se précipitent sur les marchés à terme agricoles : le volume des capitaux y a septuplé aux USA et quintuplé en Europe, entraînant un surcoût estimé à 30 % ! Les rapaces ont flairé le sang des pauvres...

#### Les seigneurs de la Terre

Ce qui s'amorce aujourd'hui est la conséquence de choix privilégiant la rentabilité financière au bénéfice d'une minorité, au détriment de la planète et de ses habitants. Ainsi, l'industrialisation de l'agriculture et l'agro-business (cf. Creuse-Citron, n° 8) ont chassé les paysans et méprisé leurs savoirs ; en France de 7 millions en 1950, il ne devrait subsister

# Capitalisme à la poubelle - 7

gagne, notamment dans le nord et le sud de l'Afrique. Deux siècles de « progrès » ont massacré la planète, épuisé les ressources, mis en danger les populations. Garnisson Sposito, professeur en sciences des écosystèmes, avertit : « *La qualité des sols pourrait très bien faire la différence entre la survie et l'extinction pour l'humanité* ». Alors, NO FUTURE... pour le genre humain ou pour le capitalisme ?

## Debout les forçats de la faim

Le prix des importations agricoles, qui représentent 20 % de la production mondiale, a pratiquement doublé depuis 2000 ; pour les céréales, la progression est de 56 % en un an ! Partout les consommateurs en sont victimes - aussi bien en Angleterre, qui a depuis longtemps sacrifié son agriculture, avec une augmentation de 15 % des produits alimentaires en un an - qu'au Bangladesh, avec un doublement du prix du riz, alors que la nourriture représente 70 % des dépenses ! Sur le marché à terme américain, le blé connaît une hausse de 130 %, permettant aux maisons de négoce, aux gros exportateurs, d'engranger des bénéfices mirobolants. En Afrique, la facture alimentaire augmente de moitié ; les « intrants » qu'elle doit importer (engrais, semences...) valent de 75 % à 100 % plus cher au départ et parfois le triple à l'arrivée, une fois arrosés les divers intermédiaires... Peut-on compter sur la (bonne) conscience des organismes internationaux, des ONG, sur les milliers de petits « Kouchner », sac de riz sur le dos, caméras TV admiratives ? N'oublions pas que cette « manne céleste » charitable avait contribué antérieurement à ruiner les pe-

titis paysans, concurrencés par cette aide « gratuite », et à rétribuer au passage nombre d'auxiliaires des pouvoirs locaux. De toute façon, ces « dons » en nature servaient jusque-là à faire baisser les stocks et soutenir les prix ; quand ceux-ci repartent à la hausse, les pays du Nord préfèrent vendre à la demande solvable. Ainsi, en deux ans, l'aide en céréales a baissé d'un quart !

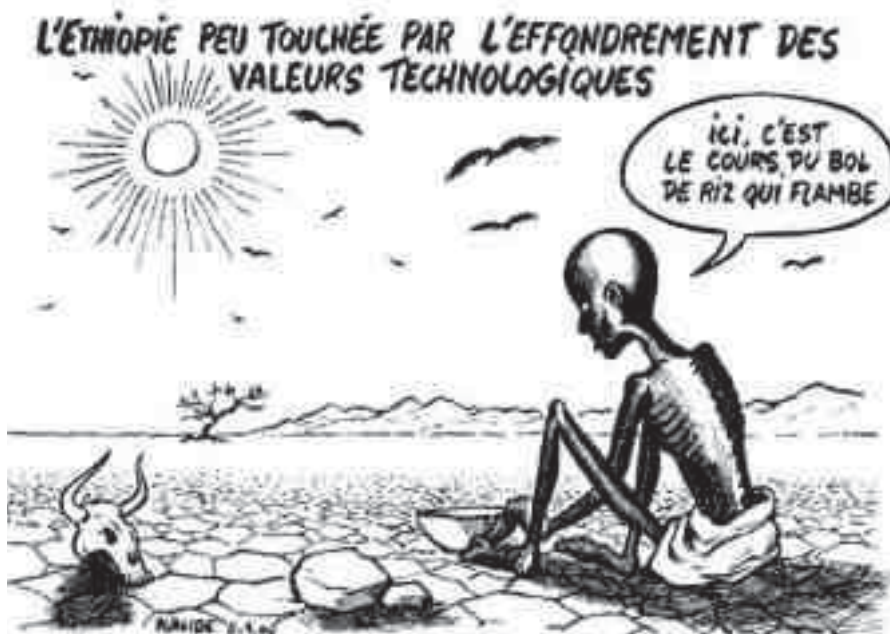
Sans attendre les résultats des belles paroles des jésuites du G8, éclatent les émeutes de nos frères humains burkinabés, camerounais, mauritaniens, mexicains, égyptiens, guinéens, malgaches, ouzbeks, tunisiens... Des chômeurs marocains exigent une répartition plus équitable des richesses. Des manifestants haïtiens détruisent des commissariats, pillent des convois de riz, attaquent le palais présidentiel. De jeunes grecs des quartiers populaires pénètrent en groupe dans les grandes surfaces, s'emparent des produits alimentaires, les redistribuent gratuitement, sous le grand sourire des caissières ; approuvés par la population locale, ces « Robin des bois » avancent des revendications de taxation à bas prix des produits de base. Pour occuper quotidiennement les rues de Séoul, des dizaines de milliers de Coréens s'organisent en multiples groupes de quelques dizaines ou quelques centaines ; ils décident eux-mêmes de leurs actions, pratiquent la démocratie directe, sans hiérarchie, sans chef, sans porte-parole ; ils prennent d'assaut les bus de policiers, désarçonnés par cette créativité et cette intelligence collective ; leur radicalisation développe une conscience politique qu'aucun parti n'arrive à détourner. Face à tous ces mouvements sociaux, la peur

des nantis se traduit dans beaucoup de cas par une forte répression (arrestations, blessés, morts). Les émeutiers haïtiens y répondent : « *Mieux vaut mourir sous les balles que mourir de faim* ».

## Le monde doit changer de base

Les miettes de la croissance, jetées aux pauvres, ont longtemps tenté de maintenir une relative paix sociale. Le mirage des lendemains qui chantent justifiait les sacrifices quotidiens : « Si le gâteau augmente, la part de chacun augmentera », « Les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain »... Bien que la réalité démontre l'inanité de telles affirmations, le FMI persiste : « *Une des manières de résoudre les questions de famine, c'est d'augmenter le commerce international* », alors que c'est son étai qui a largement participé aux résultats actuels ! Devant les révoltes qui se répandent et pour nous ramener dans la résignation et la peur, les « experts » de tous poils agitent dans les mé(r)dias les deux visages de Janus : l'optimiste qui affirme que les décideurs, appuyés sur la science et les innovations technologiques trouveront les réponses à tous les problèmes, et le pessimiste qui affiche un catastrophisme chargé de nous maintenir dans un fatalisme paralysant, nous incitant à remettre notre destinée à la Providence et dans les mains... de ces mêmes experts. Ils s'autoproclament seuls à même de comprendre et de quantifier une situation bien trop complexe pour ceux qui en sont les victimes. Ils sont capables d'étudier, de réaliser et de nous vendre un altimètre pour accompagner notre chute dans l'abîme ! L'essentiel est que les « classes dangereuses » restent raisonnables : « *Le consommateur devra apprendre à optimiser son budget, sans se plaindre, en acceptant que le pouvoir d'achat devienne une notion qualitative* », nous enjoint Robert Rochefort, directeur du CREDOC (organisme observant les conditions de vie). Certains gouvernements envisagent un « impératif de consommation citoyenne », moins de pain, moins de couscous, moins de viande ; curieusement, ils ne préconisent pas moins de profits, moins de stock-options, moins de spéculations... Face à de telles provocations, les résistances qui illuminent aujourd'hui la planète vont-elles se transformer en offensives ? Les peuples vont-ils se débarrasser des parasites qui vivent de leurs souffrances ? N'attendons rien de ceux qui veulent nous contrôler, nous diriger. Le capitalisme n'est pas amendable, qu'il crève !

Élan Noir



## 4 – La gueule toute verte

### Pandémie capitaliste

*Ouf, ça va mieux ! Les Bourses remontent la pente, les traders n'ont plus honte, les experts sont redevenus formels, la foi religieuse dans le marché est de nouveau prêchée et les patrons licencient à tour de bras, comme toujours. Ce ne sont pas quelques dizaines de suicides, quelques centaines de milliers de chômeurs supplémentaires qui vont troubler la digestion de nos décideurs. D'ailleurs, le capitalisme, abandonnant la vie sauvage pour un avenir « vert » et w, se détourne des produits dérivés et branche sa « pompe à phynances » sur des valeurs sûres : la terre et la nourriture. Ils veulent contrôler la Bourse ET la Vie.*

#### De la terre à la thune

L'accapement des terres existe depuis des siècles. Marchands, soldats, missionnaires ont apporté au bout de leurs fusils et de leurs crucifix la « civilisation » à de nombreuses communautés, de nombreux peuples. Destructures et pillages continuent aujourd'hui, entraînant l'expulsion des populations, notamment devant l'extension des agrocarburants (voir *Creuse Citron*, n° 14). Mais, depuis quelques mois, on constate une amplification foudroyante de l'accapement des terres. Cela est dû au mélange mortifère des crises alimentaire et financière.

• La première incite les États à externaliser la production alimentaire dans d'autres pays en permettant à de grosses sociétés d'y acheter des terres pour implanter d'immenses fermes industrielles.

• La seconde pousse les secteurs financiers à quitter les produits boursiers « toxiques » et à investir dans la terre, pour alimenter... les actionnaires.

Ainsi les terres agricoles deviennent un nouvel actif stratégique. La classe politique, au service de la finance et du commerce, se rallie au slogan « investir dans l'agriculture », qui signifie tout simplement « accapement des terres ». Le groupe de travail mis en place à l'ONU pour « résoudre » la crise alimentaire a pour acteurs principaux des représentants de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), du FMI (Fond monétaire international) et de la Banque mondiale (BM) ! Par exemple l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), financé indirectement par la BM, conseille l'Arabie Saoudite sur les pays où investir pour produire du riz : sur la photo ci-jointe on voit Bob Zeigler, directeur général de l'IRRI, rencontrant Ali Al-Madani, président de la Banque islamique de développement. Tous les « experts » sont d'accord pour déclencher une nouvelle

« Révolution verte » (voir *Creuse-Citron*, n° 15) dont la « rentabilité » serait portée par les semences des multinationales, l'utilisation massive d'intrants chimiques et de cultures OGM, le choix d'une poignée d'espèces animales occidentales...

#### J'ai mal à la Terre

« La terre est une patate chaude politique », commence à s'inquiéter Jacques Diouf, directeur de la FAO (Food and agriculture organisation).

#### La « longue marche » vers l'agrobizness

En Chine tentent de survivre 20 % des agriculteurs mondiaux sur 9 % des terres agricoles cultivables de la planète. Son marché de viande et de produits laitiers explose, en lien avec l'évolution des habitudes alimentaires d'une partie de sa population. Le développement de grandes fermes industrielles sur son sol ne fait qu'aggraver la situation de millions de petits paysans,



parfois chassés de leurs terres alors qu'ils sont rejoints par de nombreux salariés licenciés qui regagnent les campagnes.

Disposant d'énormes réserves de devises, dont une partie a « sauvé » l'économie américaine, la Chine externalise une portion de sa production alimentaire, en Asie du Sud-Est, en Afrique, etc. Un expert chinois affirme : « Les pertes de terres agricoles et de ressources en eau font que la Chine n'a pas d'autre choix que d'aller à l'étranger. » Ainsi de gigantesques exploitations agricoles y sont créées, amenant de Chine des agriculteurs, des chercheurs, des méthodes de culture, des semences ! Repartent riz, soja, maïs, mais aussi plantes énergétiques telles que la canne à sucre, le manioc, le sorgho.

#### Un empire qui exporte ses maladies

La « réussite » étasunienne, et notamment de ses méthodes agricoles, est flagrante. C'est un pays où un habitant sur huit souffre de la faim, où un quart de la population contracte tous les ans une maladie liée à l'alimentation, où des dizaines de milliers d'ouvriers agricoles sont empoisonnés par les pesticides. Les fermes d'élevage industriel sont de véritables foyers d'infection, nécessitant l'usage massif d'antibiotiques. Et c'est l'exportation massive de ce système alimentaire qui serait susceptible de répondre à la crise alimentaire ? ! C'est pourtant ce qui se passe dans d'énormes exploitations qui se construisent au Mexique, en Roumanie, en Chine, etc.

#### Des pétrodollars, extraits du sous-sol, réinjectés dans la terre

Les États du Golfe, ces « nations du désert », ont peu de terres et de ressources en eau. La crise a triplé la facture alimentaire, liée essentiellement aux importations. Or, les populations sont largement constituées

de travailleurs immigrés fournisseurs de main-d'œuvre à bas prix (82 % pour les États Arabes Unis). Le risque d'explosion sociale est tel qu'ils acquièrent des millions d'hectares dans de nombreuses régions du monde pour répondre à leurs besoins alimentaires.

### De Gandhi aux ZES

En Inde, l'agriculture est confrontée à des problèmes multiples : coûts en progression, fertilité des sols en chute, problèmes d'approvisionnement en eau, etc. La mise en place de ZES (Zones économiques spéciales), destinées à l'épanouissement d'un capitalisme sans entrave, rencontre de très fortes résis-

tances. Ainsi, en septembre dernier, des dizaines de milliers de paysans ont convergé sur New Delhi pour dénoncer leur gouvernement. Il s'apprête à sortir de l'impasse les négociations sur le volet agricole au sein de l'OMC. Il s'agit d'une libéralisation quasi totale de ce secteur en ouvrant le marché local aux cultures subventionnées des USA : maïs, riz, coton, soja, etc. En même temps de grandes entreprises indiennes s'installent à l'étranger, contrôlant l'ensemble du processus : production agricole, stockage, transport. Par exemple, le gouvernement indien fournit des fonds spéciaux à la junte pour produire des lentilles en Birmanie.



### Nous ne moissonnerons que le produit de nos révoltes

« L'astuce est de ne pas se contenter de moissonner des récoltes, mais de moissonner de l'argent », avoue cyniquement Mikhaïl Orlov, directeur d'une société d'investissement. L'actuelle ruée sur les terres risque de transformer des forêts, de petites exploitations, en grandes propriétés reliées à des marchés lointains. L'accès à une production locale de nourriture serait alors totalement compromis et les profits iraient « alimenter » les dominants des pays investisseurs.

Afin de permettre l'accaparement des terres par des fonds spéculatifs, des fonds de pension, la Banque mondiale pèse avec succès pour faire changer les lois foncières, facilitant la vente de terres à des sociétés étrangères.

Sur ce marché mondial qui se propage partout, seuls les riches pourront s'approvisionner, les revenus d'une grande majorité stagnant ou régressant. Alors que la production alimentaire mondiale pourrait nourrir toute la population, elle est de plus en plus destinée à la spéculation et au marchandage.

Un système qui conduit un milliard d'êtres humains à souffrir de la faim, qui montre ses nombreux échecs : monocultures intensives, rendements en baisse, « chimisation » des sols et des aliments, etc., voudrait s'imposer à tous !

C'est pourtant dans les savoirs et les luttes paysannes, notamment des organisations liées à *Via campesina*, que réside en partie notre avenir. ÉLAN NOIR

## Zones économiques vertes

L'IMPLANTATION de Zones économiques spéciales (ZES) en Inde entraîne l'expulsion des habitants. Un paysan déclare : « Ils veulent voler ma terre pour une fraction du prix. Ils revendront les terrains beaucoup plus cher. Je préfère mourir que de leur vendre mon bien à bas prix. » Mais les résistances s'organisent, notamment parmi les *adivasi*, minorité importante. Leur nom signifie « habitants d'origine » et désigne des groupes tribaux

La plupart des informations sont extraites d'articles publiés par GRAIN, un organisme international qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur les systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité.

relevant de la population aborigène, qui considère la terre comme une ressource commune, d'accès libre pour tout individu. Ce n'est pas une société de castes, mais une société basée sur l'égalité. Ils sont très sensibles à la dégradation produite par la « modernisation », exploitation forestière, agriculture intensive. Ceux vivant dans l'État de Gujarat, dans le Nord-Ouest de l'Inde, se sont organisés, notamment autour du Centre Bhasha, fondé par Ganesh Devy, qui déclare : « Toute forme de développement qui n'est pas fondée sur les principes de conscience écologique et de respect des valeurs culturelles d'un peuple est génocidaire ».

En alternative aux ZES, ils proposent des « Zones économiques vertes », visant à assurer aux communautés *adivasi* un

mode de vie autosuffisant. Leur objectif est de créer des zones regroupant des villages, sans recours aux capitaux extérieurs, ni exploitation des ressources naturelles. Déjà dans 1 200 villages pratiquant l'agriculture biologique, existent des banques de céréales, des coopératives de collecte d'eau, des centres d'apprentissage, etc. Ganesh Davy affirme : « L'heure d'une vraie révolution verte a sonné, elle doit nécessairement adopter le mode de développement *adivasi*. C'est la seule formule qui ne comporte intrinsèquement aucun facteur génocidaire d'importation. »

Soulignant l'importance de ces zones autonomes, Mahasweta Devi, une militante sociale s'écrie : « Nous sommes à la croisée des chemins dans le temps et l'espace. »



## 4 - La gueule toute verte

### Graines de Violences...

*Des centaines de générations de paysans ont nourri une biodiversité devenue patrimoine planétaire. La voyoucratie financière n'a eu de cesse de combattre cette injustice de la nature à l'égard du Capital : la semence paysanne échappe au profit ! La prise en otage des semences permet le contrôle de l'évolution de l'agriculture, de l'alimentation et de l'avenir de l'humanité. Face aux privilèges des multinationales, imposons l'abolition des privilèges.*

#### Augmenter le rendement... du profit

Pour les paysans de l'Altiplano, la semence fait partie de la communauté, au même titre que les humains, les animaux, l'eau, la terre ; elle fait l'objet d'échanges, de dons.

La semence paysanne s'adapte au terrain, au climat, aux plantes qui l'entourent, aux prédateurs. Elle maintient une diversité garantissant les récoltes contre les imprévus. La semence industrielle réduit les variétés, privilégie des plantes capables de pousser n'importe où, non adaptées aux conditions locales, nécessitant l'usage de

vient d'obtenir avec le maïs hybride, son seul recours est de retourner chez l'hybrideur où il s'est procuré les semences. » Un responsable d'une entreprise de semences de maïs hybride en souligne les bienfaits : « Voici une réussite que les banquiers et les hommes d'affaires peuvent apprécier, une industrie partie de presque rien en 1934 et faisant 60 à 70 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1944 ». Pour justifier le prix d'une semence hybride (cent fois celui du grain récolté), les businessmen affichaient des rendements bien supérieurs à celui de l'avoine, oubliant de préciser que l'amélioration de

Sud ceux de la révolution verte, croisade planétaire bénie par le président Harry Truman en 1949 : « Leur pauvreté constitue un handicap et une menace pour eux et pour les régions plus prospères, mais pour la première fois dans l'histoire existent les connaissances susceptibles de soulager les souffrances de ces gens. » Ému, le microbiologiste Ernest Borlaug s'illustre par la mise au point de variétés naines de blé et consacre une vie de mission à libérer l'humanité des famines en augmentant massivement la production alimentaire grâce à la technique (sélection variétale, engrais, irrigation massive, pesticides...). Cet agent commercial des intérêts des multinationales sera prix Nobel. La réussite de la révolution verte est bien illustrée par l'Inde. Si la ration de riz a augmenté de moitié, au détriment de la consommation de légumes et de fruits, plus du tiers de la population est encore aux limites de la survie, 88 % des femmes enceintes souffrent d'anémie... Les sols sont stériles, les réserves d'eau insuffisantes, le DDT (interdit en Occident) souvent répandu à mains nues, 25 000 paysans se sont suicidés en dix ans ! Vandana Shiva, une scientifique indienne, dénonce les effets des semences de la révolution verte « redirigeant vers la partie comestible du riz ou du blé une grande partie du produit de la plante, au détriment de la tige et des autres composantes de la plante. Il en résulte une diminution draconienne de la production de paille ou d'autres résidus, qui constituent la nourriture du bétail ou des bactéries du sol. À ce cycle régénératif, la révolution verte a substitué un flux d'intrants achetés. La fertilité n'est désormais plus la propriété du sol, mais celle des engrais chimiques. Cette dépendance de l'agriculture s'inscrit dans la logique d'appauvrissement de la biodiversité, fondamentale pour l'avenir de la production alimentaire. La pression technologique et commerciale remplace la diversité par les monocultures. À mesure que la biodiversité recule, les pauvres deviennent plus pauvres ». Resté riche et en bonne santé, Borlaug reconnaît que la faim n'a pas reculé dans le monde, mais s'extasie devant les miracles des biotechnologies : il est bien le chaînon manquant entre la



correcteurs chimiques, une artificialisation du milieu. Pour remplacer le paysan par le sélectionneur, il est nécessaire d'empêcher biologiquement les plantes de se reproduire gratuitement dans les champs. Dès le XIX<sup>ème</sup> siècle, la technique de l'isolement, venue d'Angleterre, s'appuie sur une théorie assurant que « les variétés se détériorent dans le champ de l'agriculteur ». Il faudrait s'en remettre à la science qui devient déjà un outil de vente. C'est au XX<sup>ème</sup> siècle que l'hybridation, traversant l'Atlantique, impose la diminution du rendement du grain récolté : « Lorsque l'agriculteur veut reproduire les résultats splendides qu'il

cette céréale avait été abandonnée, du fait de la disparition des chevaux de trait devant la mécanisation galopante ! Ignoreraient-ils que dans la période 1920-1945, le rendement du blé non hybride avait progressé de 32 % contre 18 % pour le maïs hybride ? Cela n'empêcha pas l'hybridation de se répandre jusqu'à concerner aujourd'hui 23 espèces, et bientôt 33 !

#### Il était une fois la révolution... verte

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les intérêts américains commandent de vendre les productions massives du Midwest, les tracteurs McCormick... L'Europe essaiera les bienfaits du Plan Marshall, les pays du

# La gueule toute verte - 5

révolution verte et les chimères génétiques !

## Qui sème les chimères, récolte la misère

L'agriculture transgénique prend la Vie comme cobaye. Dieu s'en accommode puisqu'en l'an 2000 l'Église a approuvé ce hold-up sur notre avenir biologique, perpétré par un quarteron d'entreprises biocidaire. Cinq transnationales (Monsanto, Du Pont, Novartis, Aventis, Astra-Zeneca) contrôlent 60 % de l'agrochimie, l'essentiel des semences et la totalité des OGM ! Par leur mainmise sur la recherche, elles utilisent la technoscience pour rendre les plantes brevetées stériles légalement. Quant aux insoumis qui réutiliseraient ces semences, ils sont traqués par l'agence Pinkerton (connue

légisantes, de l'utilisation d'un gène marqueur résistant aux antibiotiques, de l'usage accru d'herbicides avec des plantes OGM qui leur sont tolérantes, de l'apparition de résistances génétiques parmi les ravageurs de plantes OGM produisant un insecticide, de la pollution génétique subie par les champs traditionnels ou biologiques ? Les semences de ferme sont mises à l'index. En 1989, les révoltes dans les campagnes firent annuler un projet de loi tentant de les interdire, mais l'Europe prit le relais, recommandant en 1999 de « taxer les semences de ferme qui portent préjudice aux justes intérêts des semenciers ». L'État français conditionne certaines primes à l'utilisation de semences certifiées et a institué en 2001 une taxe sur les semences de ferme, la CVO (Contri-



au siècle dernier pour des assassinats de syndicalistes) ou dénoncés par leurs voisins (numéro vert). Ces chimères génétiques sont sans risques, nous rassure Axel Kahn, président de la Commission de génie moléculaire : « L'information sur l'éventuelle utilisation génétique n'est pas significative pour le consommateur et il n'est pas nécessaire de la rendre obligatoire. »

Pourtant, en 1989, la diffusion aux USA d'un supplément diététique transgénique, le I-tryptophane, se traduisit par 5 000 hospitalisations, 1 500 handicapés et 37 décès. L'entreprise productrice japonaise refusa toute collaboration et subit un incendie « accidentel » qui détruisit tous les stocks... Pourtant, en 1999, des rats consommant des pommes de terre génétiquement manipulées présentèrent une prolifération de mucosités gastriques... Pourtant, en 1999, l'INRA mena une étude sur des vaches nourries au maïs transgénique qui ne fait l'objet d'aucune publication à ce jour... Pourquoi s'inquiéter de l'introduction par le génie génétique de protéines connues comme al-

bution volontaire obligatoire !). Ainsi l'agriculture chimérique tente d'achever le mouvement d'expropriation du vivant, entamé au XIX<sup>ème</sup> siècle.

## Semons-nous les uns les autres

Les semences, brevetées, modifiées, stérilisées, sont des armes dans les serres du monde de l'argent. Ne subissons plus, prenons le maquis pour disséminer, régénérer, échanger, produire et consommer localement : les forces de répression n'ont pas la capacité de mettre un flic derrière chaque tas de compost. Le combat pour les semences est un combat pour la liberté et pour la vie : ne plus subir, développer le travail en commun, non l'individualisme, la coopération avec la nature, non sa domination, l'enracinement dans les sols, non leur stérilisation, l'autonomie des paysans, non leur soumission ; semer à tout vent des graines d'ananas, récolter un autre futur issu d'une révolution noire et rouge...

Élan Noir

## Prenons-en de la graine

*Isolement* : technique de sélection continue à partir d'un seul grain ou d'un seul épi, pour des plantes conservant leurs caractéristiques d'une génération à l'autre (blé, orge, avoine).

*Hybridation* : technique d'autofécondation mise au point sur une plante (maïs) comportant sur un même épi une fleur mâle et une fleur femelle. Dans un champ classique, il y a fécondation entre épis différents (hybridation naturelle) ; dans un champ hybride, les plants sont tous identiques, entraînant une chute du rendement par « consanguinité » à la génération suivante.

*Chimères génétiques* : transfert à un organisme vivant de gènes présents dans des bactéries, des plantes, des animaux, produisant notamment des plantes (maïs, soja, coton, colza) tolérantes à un herbicide qu'elles stockent ou des plantes (maïs, coton, pommes de terre, tomates, riz) contenant un gène de bactérie Bt et générant, en quantité 10 000 fois supérieure aux traitements habituels, un insecticide qui tue les ravageurs.

*CNDSF* : Coordination nationale pour la défense des semences fermières menant depuis 1989 de nombreuses actions pour résister à la pression des lobbies semenciers.

*Semences paysannes* : réseau d'associations de paysans, de jardiniers, de syndicats, de consommateurs permettant notamment de mettre en relation les initiatives favorisant la biodiversité, de faciliter la réappropriation des savoir-faire paysans, de favoriser la création variétale et la distribution de semences adaptées aux agricultures biologiques, biodynamiques et paysannes.

*Kokopelli* : propose un catalogue de semences biologiques (1 000 variétés). Les adhérents peuvent « adopter » une variété peu connue ou en voie d'extinction. Des semences sont envoyées gratuitement à de nombreuses communautés rurales du Tiers Monde. Dans son centre d'Auroville (sud de l'Inde) sont produites et échangées par le réseau Annadana (don de nourriture) d'anciennes variétés potagères et céréalières ; il aide également à la création de réseaux semblables en Asie du Sud-Est afin de permettre aux paysans de retrouver leur autonomie. Auroville travaille aussi sur une réinstallation de la forêt primitive, sur un système de régénération de l'eau (salinisée par des pratiques agricoles dévastatrices), sur l'utilisation d'énergies renouvelables...

## 4 - La gueule toute verte

### Comment faire du blé avec du maïs...

*Le capitalisme, c'est formidable ! Après la nourriture pour herbivores à base de résidus animaux, histoire de propager l'encéphalite spongiforme bovine, voici la nourriture pour automobiles à base d'agrocarburants, alors que près d'un milliard d'humains souffrent de la faim ! On peut faire confiance aux multinationales, qui se penchent amoureuxment sur l'immense marché qui s'annonce, pour nous faire subir les conséquences du dogme sacré du profit à court terme...*

#### Vert... comme une forêt de dollars

Les gérants de notre système savent utiliser les « crises » que celui-ci génère pour défricher de nouveaux champs de profits.

La crise énergétique, basée sur la diminution rapide des réserves de pétrole, permet d'encaisser un surplus de royalties provenant de sa hausse actuelle et de saliver sur la rentabilité des agrocarburants, compétitifs dès que le baril atteint 70 dollars.

La crise écologique, basée sur les retombées d'une croissance incontrôlée,

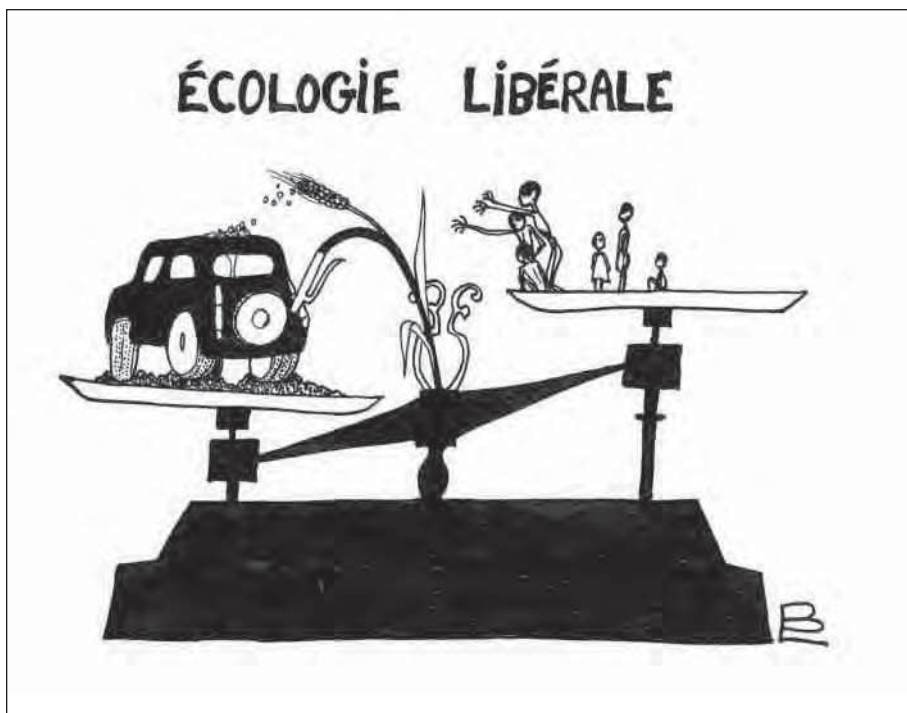
(agrochimie, machinisme agricole, ingénierie génétique...) voit d'un œil intéressé l'arrivée des agrocarburants.

Subventions publiques et capitaux privés pleuvent ; les perspectives sont alléchantes : remplacement du pétrole, diminution du CO<sub>2</sub>, travail pour les agriculteurs... Saluons donc ces bienfaiteurs de l'humanité, merci aux céréaliers (ADM, Cargill...), merci aux constructeurs automobiles (Volkswagen, Toyota...), merci à l'ingénierie génétique (Monsanto, Syngenta...), merci aux pétroliers (Shell, Total...), merci aux

d'agrocarburants, à base de maïs et de soja, et le premier exportateur d'éthanol. Mais ils sont talonnés par le Brésil, qui a investi depuis trente ans (choc pétrolier oblige) et s'appuie sur ses plantations de canne à sucre, ses automobiles roulant à l'éthanol... Lula, bon élève du capitalisme, partisan des OGM et de l'énergie nucléaire, rêve d'un Brésil « Arabie Saoudite du carburant vert » ! Avec son « compadre » Bush il a signé un mémorandum sur les agrocarburants facilitant les accords de coopération avec des pays latino-américains ou africains pour y encourager la production. Un tel accord permet aussi de contrer le projet d'intégration énergétique de l'Amérique du Sud du vénézuélien Hugo Chavez... En effet les objectifs affichés par les « pays développés » (10 % d'agrocarburants en 10 ans pour les USA, 20 % en 2020 pour l'Union Européenne) impliquent de récupérer des terres, en grande partie dans les « Pays du Sud ». C'est le cas notamment en Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie) où se répandent d'énormes plantations de palmiers à huile et les raffineries associées.

#### Bio... comme une forêt qui brûle

D'immenses nuages de fumée, visibles depuis les pays voisins de l'Indonésie, dénoncent la façon dont ces terres sont obtenues dans un pays qui a perdu 72 % de sa forêt primaire ! L'huile de palme comme carburant végétal est plus destructrice pour l'environnement que le pétrole du Nigéria... Au niveau mondial, la déforestation est responsable de 21 % des gaz à effet de serre. D'autres terres sont obtenues par assèchement de sols humides et tourbeux, dégageant du CO<sub>2</sub> et du méthane (28 fois plus « actif »). Le magazine Science rappelle que « pour préserver le climat il serait bien plus efficace de conserver forêts et prairies que de développer les agrocarburants ». Petits paysans et populations indigènes sont chassés de leurs terres et, s'ils résistent, sont réprimés (500 Indonésiens récemment torturés). D'autre part on voit mal l'impact positif sur la crise énergétique quand on sait qu'un capteur solaire de 8 mètres de côté produit autant de chaleur que l'agrocarburant correspondant à 1 hectare de culture.



affecte gravement la planète et ses habitants. Même des politiciens comme Al Gore ou des bouffons comme Nicolas Hulot s'en inquiètent ! Ce qu'ils redoutent, c'est une remise en cause radicale de cette société mortifère : les États doivent rassurer par des choix « responsables et durables » ; les agrocarburants en font partie.

La crise alimentaire, basée sur les impasses de l'agriculture industrielle, se développe (qualité des aliments, pollutions, disparition des paysans...). La productivité stagne, il faut dépenser plus pour récolter moins (appauvrissement des sols, monoculture, disparition des fertilisants naturels...). L'agrobizness

chefs d'Etat (Bush, Lula...), et plus généralement merci à tous ceux qui reniflent les 100 000 millions de dollars prévus par les experts, tel le fond d'investissements Pergam : « Les millions d'hectares de maïs et de soja disponibles sont autant de barils dormant de carburant vert du style éthanol dont la demande mondiale devrait exploser dans les années qui viennent ».

#### Bush, Lula... et quelques autres

Certains Etats ont pris de l'avance dans un domaine déjà exploré par quelques précurseurs (en 1890 un moteur fonctionnait à l'huile d'arachide). Les Etats-Unis sont le premier producteur

Sans compter que les agrocarburants, fabriqués à partir de produits bourrés d'OGM et de pesticides, nécessitent l'utilisation d'engrais issus du pétrole !

Le plus grave est la mise en concurrence de la production des agrocarburants et des aliments pour l'utilisation des ressources en terres et en eau. Un peu partout des agriculteurs abandonnent les cultures traditionnelles ou l'élevage pour se ruer vers le mirage de l'« or vert ». Cela contribue à diminuer l'offre sur un marché mondial où la demande s'accroît (Chine, Inde...). Ainsi les produits alimentaires sont en forte hausse (blé + 60 %, maïs + 50 %, riz + 40 %, sucre, lait, viande...) pesant sur la consommation. Des réactions populaires violentes, faisant partiellement reculer le gouvernement, ont eu lieu à Mexico après le doublement du prix de la tortilla, nourriture de base à partir de farine de maïs. C'est que le traité de l'ALENA (Etats-Unis, Canada, Mexique) a permis

## Engraisser le capitalisme ou nourrir l'humanité ?

Dans l'histoire, de nombreuses innovations, notamment en matière agricole, ont été mises en pratique par des groupes humains tenant compte des réalités locales, restant maîtres du choix et du rythme de leur assimilation. Dès son apparition le capitalisme s'est efforcé d'en réserver les bénéfices à une minorité et d'en sélectionner les plus juteuses pour les imposer partout et le plus vite possible, sans se préoccuper des conséquences plus lointaines. Ainsi l'utilisation des agrocarburants, déjà expérimentée à petite échelle et contrôlée par les habitants concernés, par exemple dans des coopératives agricoles du Minnesota et du Middle West, prend une allure cauchemardesque dans les serres des multinationales. Bien sûr des associations de protection de l'environnement informent des risques, avec parfois certains succès comme en



## Tout baigne dans l'huile

Le terme agrocarburants recouvre une famille diversifiée de carburants obtenus à partir de biomasse végétale (plantes cultivées, déchets de culture). Essentiellement d'origine industrielle, deux grands types sont en usage : les agrocarburants purs et les mélanges avec les produits pétroliers.

Agrocarburants purs :

– HVB (huiles végétales brutes) obtenues par pressage de plantes oléagineuses (colza, tournesol, soja, huile de palme...). Elles ont l'avantage de pouvoir être produites localement et à petite échelle. Utilisées pour les moteurs diesel, ceux-ci doivent être modifiés, sinon un second réservoir contenant du gasoil est nécessaire notamment pour le démarrage.

– Ethanol obtenu à partir de la fermentation de plantes sucrières (betterave, canne à sucre) et de céréales. Au Brésil et aux Etats-Unis, il est utilisé dans des moteurs à essence modifiés.

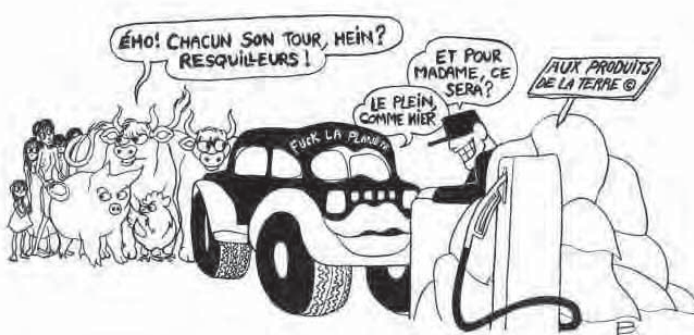
Mélanges :

– Biodiesel obtenu par réaction d'huiles végétales avec du méthanol. Il est ensuite mélangé à du diesel, dans une proportion inférieure à 30 %. En France, on le connaît sous la marque diester.

– ETBE (ethyl-tertio-butyl-ester) est un mélange d'éthanol et d'un dérivé pétrolier (isobutylène). Mélangé à l'essence dans une proportion maximum de 15 %, il a de meilleures performances que l'éthanol.

En attendant le mythique moteur à hydrogène (horizon 2040 ?) les industriels évoquent le miracle des agrocarburants de « deuxième génération », ou BTL (biomass to liquids) obtenus par production de biogaz à partir de matières ligneuses et cellulosiques (bois, déchets agricoles) qui serait ensuite liquéfié. Mais ils investissent peu dans cette filière, la hausse actuelle du prix du pétrole accentuant la rentabilité des agrocarburants de première génération.

De toute façon un rapport du ministère de l'Industrie reconnaît qu'il est économiquement et écologiquement plus intéressant d'utiliser la biomasse pour se chauffer que pour produire des carburants...



au maïs américain d'envahir le marché dans un pays où fut « inventé » le maïs par les peuples mayas, occasionnant au passage la disparition de 1,3 million d'emplois !

Des africains suppriment un repas face au prix des denrées. Un institut de Washington, l'IFPRI, estime que le prix des aliments de base risque de progresser d'un tiers d'ici 2020, sachant qu'une augmentation de 1 % précipite 16 millions d'humains dans l'insécurité alimentaire ! Les vautours s'y préparent : « Les matières premières agricoles sont des actifs extrêmement peu chers pour lesquels la demande est en train d'exploser et pour lesquels l'offre s'affaiblira » (BNP). Rappelons que la quantité de céréales nécessaire pour remplir un réservoir de 4x4 suffit à nourrir un être humain pendant 1 an...

Allemagne où le gouvernement envisage de supprimer les subventions versées aux centrales fonctionnant à l'huile de palme. Mais ce sont les paysans qui sont directement visés, poussés par force ou par mirage médiatique à renoncer à leur vocation de nourrir l'humanité. Leurs choix individuels et collectifs, leurs luttes ont un rôle essentiel. En particulier, comment va réagir le Mouvement des Sans Terre (MST) brésilien, plus grand mouvement paysan mondial, directement agressé par les choix de Lula, que certains de ses dirigeants avaient pourtant contribué à faire élire ?

Elan Noir

## 4 – La gueule toute verte... et noire

### Les champs du départ ?

Après avoir longuement étudié, disséqué, concassé, synthétisé pratiques et savoirs paysans, les "experts hors-sol" sont formels : les culs-terreux, bouseux, ploucs, péquenots et autres pedzouilles doivent débarrasser le plancher des vaches pour laisser la place à quelques exploitants agricoles super productivistes.

A leur suite, certains zélus zélés se lâchent : "L'agriculture française est en voie de ringardisation dans les milieux politiques et notamment auprès des députés urbains. Ces derniers considèrent que ce secteur va disparaître comme les charbonnages et le textile" (Antoine Hert, député alsacien).

Ainsi donc les dernières traces des valeurs paysannes "archaïques" devraient s'effacer sous le vent du "modernisme" capitaliste dont les "réussites" sur le plan social, alimentaire, environnemental donnent envie d'échouer !

Ainsi donc l'industrialisation de l'agriculture devrait karchériser les 50 % de la population active mondiale qui se consacre, encore, à la tâche si dérisoire de nourrir l'humanité !



#### Liber-terre ou proprié-terre ?

"Si les hommes crachent sur la terre, ils crachent sur eux-mêmes, la terre n'appartient pas à l'homme, l'homme appartient à la terre" déclarait en 1854 un vieil indien dwamisch au président des Etats-Unis. En Europe une partie de la terre est restée longtemps bien commun dans les "communaux" qui en assuraient l'usage à l'ensemble des membres d'un village.

Plus récemment les comités de terre kanaks luttèrent en Nouvelle-Calédonie pour sa réappropriation collective. De même au Mexique la révolution zapatiste de 1910 avait conduit à la "ley de ejidos" qui entérinait la propriété sociale de la terre distribuée de façon communautaire à des groupes de paysans (plus de 50 % des terres en 1940). C'est la mise en place de l'ALENA

(USA, Canada, Mexique) qui a conduit à la privatisation de l'ejido en 1992.

C'est que le développement du capitalisme implique la mise à disposition d'une main d'œuvre abondante et bon marché. L'essor de l'industrialisation s'appuya sur les "lois d'enclosure" (18ème siècle en Angleterre, 19ème en Europe) imposant la substitution de l'agriculture individuelle au communalisme par l'obligation des clôtures. De gros propriétaires évincèrent les petits tenanciers qui partirent grossir les rangs du prolétariat naissant. Il n'était pas rare que ces nouveaux esclaves soient enfermés la nuit dans les manufactures... Vider les campagnes pour remplir les usines nécessite de casser les liens avec la terre.

Les patrons européens attendent avec convoitise la ruine de quatre millions de petits paysans dans les pays de l'Est qui ont rejoint l'UE. Le "miracle" chinois actuel est basé sur les facilités offertes par le Parti-Etat totalitaire aux capitaux occidentaux pour surexploiter plusieurs centaines de millions de paysans déracinés.

La terre a pris une valeur marchande, peut être vendue, concentrée, confisquée, détruite. Même les dieux s'en mêlent, le Conseil Constitutionnel iranien justifiant ainsi l'annulation des lois donnant aux paysans les terres des grands domaines : "La religion tient la propriété comme sacrée".

#### L'agrobizness est dans le pr

Les pratiques paysannes étaient fondées sur l'utilisation des ressources locales, l'auto-fourniture en énergie, l'autonomie des connaissances et des modes de vie, l'importance de la socialisation. C'est après la seconde guerre mondiale que les efforts conjoints de politiciens, économistes, technocrates et agronomes ont fortement accéléré le déploiement de l'agriculture productiviste.

Dans les campagnes apparaît alors une nouvelle génération "moderniste", largement influencée par la JAC (Jeunesse Agricole Catholique) très présente dans le CNJA (Centre National des Jeunes Agriculteurs). La messe était dite, l'exode rural, accentué par la baisse des prix agricoles, était programmé : "Le problème paysan c'est comme celui des anciens combattants : tous les jours il en disparaît, si bien que la question se réglera d'elle-même" (Général De Gaulle) ou encore, "Il appartient aux dirigeants agricoles d'expliquer aux agriculteurs que, dans leur propre intérêt, un certain nombre d'entre eux doit s'orienter vers d'autres activités" (Michel Debatisse, JAC, secrétaire général CNJA puis FNSEA).

Alors que les paysans avaient toujours innové par la fertilisation, l'irrigation, l'amélioration des semences, la sélection de races... la recherche agronomique concentrée dans des laboratoires et des champs d'essais

impose un "savoir hors-sol" lié aux industries agroalimentaires (machines, engrais, semences hybrides, pesticides, antibiotiques, hormones...).

En particulier la chimisation galopante a permis après-guerre la reconversion des industries chimiques liées à l'armement. La spécialisation, facilitée par les transports à bas prix, entraîne la monoculture qui épuise les sols et fragilise les plantes. Par l'imposition des semences hybrides, aujourd'hui des OGM, les paysans doivent se fournir auprès de grandes firmes internationales, ce qui amène la disparition de la quasi-totalité des semences locales rustiques. Il existait 2 000 variétés de riz au Sri Lanka, les associations locales ont pu en sauvegarder une dizaine. Sur les 50 000 espèces de plantes alimentaires de la planète, seules 150 sont inscrites au registre international.

Moins connu, mais tout aussi redoutable, le système des brevets oblige les paysans des pays du Sud à payer pour des plantes qu'ils cultivent depuis des millénaires ! Ainsi "Conservation International", qui regroupe les 50 plus grandes multinationales américaines, achète des terres dans des zones riches en biodiversité (Chiapas, Colombie, Indonésie...) afin d'en tirer des brevets et des médicaments.

Le paysan, qui participait autrefois à la transformation des produits (abattages, conserves, produits laitiers), voit sa cour de ferme envahie par les industries agroalimentaires entraînant une baisse de la part agricole dans le prix final. Le paysan est devenu un rouage d'une mécanique industrielle sur laquelle il n'a aucun contrôle.

#### Cultures contre nature

Les paysans connaissent en majorité la solitude, les longues journées (40 % travaillent plus de 55 heures par semaine), les faibles revenus (60 % ont moins que le SMIC), l'endettement, la dépendance aux subventions, les pressions des techniciens, des financiers, du marché, des multinationales... Une grande partie de leurs tâches a été accaparée par le secteur agro-industriel.

Un agriculteur qui s'installe "créé" plusieurs dizaines d'emplois : machines, aliments du bétail, biotechnologies, agronomes, chimistes, banques, vétérinaires, transports, commercialisation, mutuelle... 80 % des produits sont conditionnés par l'industrie agroalimentaire qui "enrichit" nos aliments de conservateurs, édulcorants, stabilisateurs, antioxydants, correcteurs d'acidité, antiagglomérants, antimoussants, émulsifiants, exhausteurs de goût, gélifiants, agents d'enrobage, humectants, amidons, gaz d'emballage, stabilisants, épaississants... Bon appétit ! Sont sélectionnés les produits qui peuvent se stocker, se transporter, au

## La queue toute verte... et noire - 5

détriment des qualités gustatives et nutritionnelles. Ainsi la majorité de la population consomme des aliments normalisés, empoisonnés aux pesticides et additifs chimiques.

Depuis 50 ans plus de 100 000 molécules chimiques s'accumulent dans la nature ; seulement 3 000 ont été testées et on ne sait rien des effets de leurs combinaisons ! 70 % de l'eau disponible sur la planète est utilisée par l'agriculture, épuisant les zones aquifères (culture du maïs, variétés sélectionnées de riz et de blé nécessitant trois fois plus d'eau...).

Aujourd'hui les rendements stagnent alors que 500 espèces d'insectes, 150 maladies des plantes, 70 types de champignons parasites sont devenus résistants aux produits chimiques ! Les hausses de productivité claironnées ne tiennent aucun compte de l'énergie consommée, des intrants\* chimiques, ni bien sûr de l'environnement et de la vie des gens. Une étude anglaise réalisée en 1995 dans 52 pays démontre que pour produire une même quantité de nourriture l'agriculture industrielle nécessite 60 fois plus d'intrants que la polyculture traditionnelle. Pourtant les choix des "décideurs" restent les mêmes et sont symbolisés par la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture). Depuis sa création en 1945,

elle a vanté le productivisme à outrance auprès d'une paysannerie considérée comme ignorante. En 1966 elle a impulsé la création de l'ICP (Industry Cooperative Program), coordonnant 100 firmes agroalimentaires, 90 % des fabricants de machines agricoles et des producteurs de pesticides... afin de "stimuler l'expansion agro-industrielle dans les pays en développement". En 2004 elle préconise l'utilisation des biotechnologies pour les cultures vivrières de base telles que manioc, pomme de terre, riz, blé !

### Sous les pavés... la terre ?

Face aux catastrophes écologiques, sanitaires et humaines qui s'amplifient, le capitalisme avance de nombreuses "solutions" : "agriculture raisonnée", imposture mitonnée par la FNSEA et l'agro-industrie promettant un zeste de pesticides et d'engrais en moins tout en préservant le système énergivore et réducteur de biodiversité ; "développement durable", contradiction dans les termes car le développement dans le domaine agricole a contribué à détruire ressources locales et cultures vivrières ; "commerce équitable", supercherie\*\* apportant bonne conscience au consommateur tout en conservant les rouages du marché mondial (transports, transformation, emballage, distribution...) ; "tourisme solidaire", fumisterie participant à

la transformation d'un espace de travail et de vie en espace de loisirs marchands...

Sortir des absurdités du système implique une rupture totale basée sur les valeurs paysannes d'autonomie, de solidarité, d'équilibre.

Aujourd'hui, partout dans le monde, de nombreux paysans s'y investissent à travers des luttes et des pratiques renouvelées : paysans français "hors-normes" se passant des aides à l'installation, paysans brésiliens récupérant des terres par l'action directe, coopérativistes andalous retrouvant les principes libertaires de la révolution espagnole, paysans sud-coréens manifestant contre les sommets mondiaux...

Toutes ces initiatives dépassent le corporatisme et nous concernent tous : Creuse-Citron y reviendra dans un prochain numéro.

Elan Noir

*En souvenir de mon grand-père qui m'avait dit, peu avant sa mort survenue dans sa 96ème année, qu'il ne regrettait pas sa vie de petit paysan creusoise, car il aimait la liberté et n'aurait pas supporté qu'un patron lui donnât des ordres.*

\* intrant : tout ce qui vient de l'extérieur de l'exploitation agricole (engrais, pesticides...)

\*\*voir Creuse-Citron n°1



### Paroles Indiennes

Voyez mes frères, le printemps est venu ; la Terre a reçu l'étreinte du Soleil et nous verrons bientôt les fruits de cet amour. Chaque graine s'éveille et de même chaque animal prend vie. C'est à ce mystérieux pouvoir que nous devons aussi notre existence ; c'est pourquoi nous concédons à nos voisins, même à nos voisins animaux, le même droit qu'à nous d'habiter cette terre. Pourtant, écoutez-moi, vous tous, nous avons maintenant affaire à une autre race, petite et faible quand nos pères l'ont rencontrée pour la première fois, mais aujourd'hui grande et arrogante. Assez étrangement, ils ont dans l'idée de cultiver le

sol et l'amour de posséder est chez eux une maladie. Ces gens-là ont établi beaucoup de règles que les riches peuvent briser mais non les pauvres. Ils prélèvent des taxes sur les pauvres et les faibles pour entretenir les riches qui gouvernent. Ils revendiquent notre mère à tous, la Terre, pour leur propre usage et se barricadent contre leurs voisins ; ils la défigurent avec leurs constructions et leurs ordures. Cette nation est pareille à un torrent de neige fondue qui sort de son lit et détruit tout sur son passage. Nous ne pouvons vivre côte à côte.

*Paroles de Tatanka Iyotanka (Sitting Bull) chef Lakota Hunkpapa*

### La chasse aux plantes sauvages est ouverte

Biotope, coopérative de quinze producteurs en montagne, vend sous diverses formes 52 plantes appartenant aux savoirs populaires et à usages alimentaire, hygiénique, tinctoriaux ou agricoles.

Elle a été récemment condamnée (le jugement est en appel) par le tribunal correctionnel de Nîmes pour avoir vendu de la prêle des champs !

Or toute plante inscrite à la pharmacopée non exclusivement médicinale est libre à la vente hors officine, telle la prêle utilisée notamment en alimentation et en agriculture

biologique (purin de prêle). En fait le tribunal argue d'une directive européenne « Nouveaux aliments » réglementant toute nourriture « dont le procédé de production entraîne des modifications significatives de leur valeur nutritive ou de leur teneur en substances indésirables ».

Il est significatif qu'un texte qui visait les OGM soit utilisé pour la prêle, d'origine préhistorique et de cueillette sauvage, donc non manipulée !

Les services de la répression des fraudes du Gard traquent aussi d'autres plantes

traditionnelles : bleuet, bouleau, buis, souci, millepertuis...

En fait il s'agit de s'attaquer à cette filière et à la libre consommation de plantes utilisées dans de nombreux pays depuis très longtemps.

C'est pourquoi Biotope propose à la signature une pétition disponible par courriel (biotope@biotope-fr.com).

*Informations extraites de "Campagnes solidaires", février 2006*

**Si un jour la merde prend de la valeur, les pauvres naîtront sans cul**

## 4 - La gueule toute verte

### Prenons nos fourches en mains

*Comment comprendre la disparition accélérée des paysans dans un milieu combatif où jacqueries et incendies de châteaux ont secoué la société française ? Toutes ces révoltes ont-elles été détournées au profit d'autres intérêts ? Quel rôle d'accompagnement pour l'Etat, l'Eglise, des groupes politiques de tous poils ? Quel rôle d'encadrement pour les structures agricoles, syndicats, coopératives, mutuelles ?*

#### Le paysan, le prêtre et l'instituteur

En réplique à la chute des prix liée à l'arrivée de produits des « pays neufs » importés à bord de navires à vapeur, les premiers syndicats paysans se créent dès 1883, avec un rôle de coopérative et de mutuelle. Si les paysans en constituent la troupe, les animateurs appartiennent à l'« élite » : prêtres, instituteurs, propriétaires fonciers, avocats, élus ! Afin de capter le vote paysan, le « parti de l'ordre » regroupe des syndicats autour de dirigeants conservateurs catholiques ; le « parti du mouvement » y réplique par un regroupement autour de républicains laïques. Au début du 20ème siècle des crises successives conduisent à des organisations par produit : vigneron du Midi (vins d'Algérie), producteurs de blé (importations d'Amérique)... Des abbés bretons, bénis par l'Eglise, encouragent leurs paroissiens à créer leurs propres syndicats. Ayant eu le mauvais goût de refuser l'adhésion des propriétaires non exploitants, ils seront sermonnés par les évêques : « Ce que veut l'Eglise, c'est la doctrine de Jésus-Christ, qui recommande l'union des classes ». De leur côté, le PC et la SFIO créent chacun un regroupement de syndicats. Devant cette nébuleuse, l'Etat souhaite institutionnaliser la représentation du monde agricole et met en place les Chambres d'Agriculture (déjà proposées par le maréchal Bugeaud en 1840 !). Une autre composante, proche de l'extrême-droite, apparaît suite à l'effondrement des prix après la crise de 1929 ; dirigés par Dorgères et son *Parti agraire et paysan*, les comités de défense paysans engagent des actions violentes encadrés par les « Chemises vertes ».

#### Pétain, De Gaulle et les frères JAC

Pétain, par la loi du 2 décembre 1940, institue la *Corporation Paysanne*, imposant l'unicité syndicale (un seul syndicat local, une union par département, une fédération nationale) ainsi que l'unicité pour les coopératives et les mutuelles. A la Libération, la *Confédération Générale de l'Agriculture* prend sa place, conservant le fonctionnement et épurant les dirigeants au profit de résistants de gauche. En son sein, la fédération regroupant les syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) prend son autonomie, et son secrétaire général René Blondelle, encouragé par le ministre de l'Agriculture Pierre Pflimlin (MRP), engage

une contre-épuración facilitée par les luttes PC-SFIO liées à la guerre froide. En 1958, le retour de De Gaulle sur les épaules des généraux putschistes d'Alger va accélérer la « modernisation » du pays, basée sur une main d'œuvre bon marché issue de l'agriculture : « le mécanisme des prix ne remplira son office qu'en infligeant aux agriculteurs un niveau de vie sensiblement inférieur à celui des autres catégories » (Rapport Rueff-Armand). Le sabre va trouver des alliés côté goupillon. L'Eglise avait créé la Jeunesse Agricole Catholique dès 1929 : « Nous ferons chrétiens nos



frères; par Jésus-Christ nous le jurons » (Chant JAC). Après la seconde guerre mondiale ils se convertissent... au vent dominant du modernisme : machinisme, mise de côté des petits paysans « archaïques », concentration des terres au profit des « exploitants moyens qui ont le dynamisme, la formation technique et l'esprit d'entreprise » (magnifique autoportrait du militant JAC) ! Pour élargir leurs champs... d'intervention ils intègrent les structures de l'organisation-sœur de la FNSEA chez les paysans de moins de 35 ans (Cercles locaux, CDJA départementaux, CNJA national) à partir de 1956 et en contrôlent les 2/3 dès 1960 ! Ainsi les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962 sont co-élaborées par le gouvernement Debré et le CNJA : l'exode rural est bénéfique pour une nation, le jeune ne disposant pas d'une structure suffisante ne doit pas s'installer, les surfaces rendues disponibles permettent d'agrandir les exploitations restantes... La mise en place d'un institut de formation des cadres paysans va faciliter le parcours de nombreux dirigeants « modernistes » (JAC, CNJA, FNSEA). D'autres s'organisent pour

tenter de défendre les petites exploitations : le MODEF en 1959 proche du PC, et le *Comité de Guéret* qui va coordonner de nombreuses actions dans le Centre.

#### Paysans en lutte

De nombreuses luttes vont marquer le monde paysan, particulièrement sous le vent de liberté d'un joli mois de Mai. Ainsi les journées d'Orléans (Mai 1972) rassemblent 400 paysans dans des salles décorées de banderoles : « Ouvriers et paysans même combat », « NON aux états-majors »... Dans une ambiance d'assemblée générale permanente les discussions portent aussi sur la sexualité, le féminisme, la critique de la famille... La sensibilité anti-autoritaire y est si forte qu'elle inquiète : « On a été débordés ; la révolution intellectuelle de Mai 68 s'était étendue à une petite partie des jeunes paysans » (J. Cadiot, JAC-CNJA). Le courant JAC va éclater : la majorité suit Michel Debatisse (JAC-CNJA, futur secrétaire général FNSEA) qui s'allie aux céréaliers et gros exploitants à la tête de la FNSEA, en échange du renforcement des syndicats d'éleveurs et de places dans l'appareil pour les « jeunes modernistes ». Une minorité, touchée par la grâce et parfois par les dettes, renie ses choix modernistes et se découvre « chrétien marxiste », voire « marxiste révolutionnaire » tel Bernard Lambert (éleveur en Loire Atlantique). Celui-ci publie *Les paysans dans la lutte des classes*, adhère au PSU dans la tendance Gauche Ouvrière et Paysanne. C'est que l'extrême-gauche, notamment maoïste, engage une « longue marche » dans les champs pour faire son marché partidaire. Une « nouvelle gauche paysanne » tente de rassembler autour de groupes locaux de *Paysans Travailleurs* anticapitalistes. Face à ce qu'ils appellent le « danger gauchiste », des militants proches de l'extrême-droite créent la *Fédération Générale de l'Agriculture* en 1969. Dans la période, des actions – notamment la « guerre du lait » en Bretagne (1972) et la lutte des 103 éleveurs de brebis contre l'extension du camp militaire de Larzac (1971-1981) – vont avoir une grande audience et faciliter des échanges passionnés entre militants paysans et au-delà.

#### Les socialistes en campagnes

Préparant son retour au pouvoir, le PS s'initie à la vie rurale et met en place une

commission nationale agricole, dont le principal animateur est Bernard Thareau (JAC-CNJA), éleveur en Loire Atlantique. Des promesses sont faites sur l'évolution de la politique agricole et la reconnaissance des opposants à la FNSEA, sous condition qu'ils se regroupent. Ainsi dès 1981 les Paysans Travailleurs se regroupent dans la CNSTP, des FDSEA oppositionnelles créent la FNSP en 1982. Reçus régulièrement au ministère de l'Agriculture (Edith Cresson), ces organisations obtiennent des fonds pour la formation. La FNSEA contre-attaque en organisant une « manif monstre » à Paris en 1983. Le message est bien reçu, Michel Rocard remplace Edith Cresson et revient à une cogestion avec la seule FNSEA. La FNSP en tire les leçons : « Nous avons été illusionnés en nous en remettant à une solution de tractations au sommet sans organiser nos forces sur le terrain ». En 1986 la situation empire avec le retour au pouvoir de la droite qui nomme à l'Agriculture Michel Debatisse (ex-président de la FNSEA) décidé à « casser les organisations minoritaires » et tarir leurs financements. Dès 1987 CNSTP et FNSP se regroupent dans la *Confédération Paysanne*. D'autres regroupements se font en 1992 dans la *Coordination Rurale* au travers des luttes contre la PAC. Les élections aux Chambres d'Agriculture de 2001 donnent 27 % à la CP, 12,4 % à une alliance Coordination Rurale-FFA, 2,9 % au MODEF. La frange la plus activiste de la CP participe à de nombreuses actions

(OGM, Mac-Do, OMC...) et développe son influence jusqu'en 1995 où la CP obtient du ministre socialiste Le Pensec une entrée en douceur dans la cogestion (accès aux commissions d'orientation agricole, aux offices professionnels, financement conséquent). Ses positions s'en ressentent : acceptation du salariat agricole, revendications sur la contractualisation des agriculteurs et le renforcement du rôle de l'Etat... Cela conduit notamment en 1999 à la démission de tous ses mandats de René Riesel, éleveur en Lozère, ex-« enragé de Nanterre » qui conteste également la surmédiation de José Bové.

### Debout les damnés de la Terre

Toutes ces actions et regroupements n'ont pas enrayer la disparition des paysans, programmée par le capitalisme, cogérée par l'Etat et les organisations corporatistes agricoles. Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni Marx, ni Mao ; ce n'est qu'en eux-mêmes que les paysans peuvent se réapproprier leurs savoirs et leurs luttes. Certains petits agriculteurs ainsi que des néo-ruraux développent des pratiques basées sur le développement de l'autonomie, la solidarité et se fédèrent dans des mouvements tels *Peuple et Culture*, *Résistances paysannes* ou des *Syndicats Montagne*. Quelques uns ont fait le choix syndical de la *Fédération des Travailleurs de la Terre et de l'Environnement* CNT, se reconnaissant dans les pratiques anarcho-syndicalistes contre le capitalisme et l'étatisme, *urbi et orbi*.

Elan Noir



## Le Comité de Guéret (1953 - 1974)

Le 22 Septembre 1953, les manifestations paysannes contre la baisse des prix conduisent 18 FDSEA (Creuse, Corrèze, Haute-Vienne, Puy-de-Dôme...) à fonder le *Comité de Guéret* qui organise un puissant mouvement le 12 Octobre. Sous le titre « La journée des barricades » *Le Populaire du Centre* écrit : « Il y a eu des barrages dans toutes les communes. Dans la Creuse les paysans se sont rassemblés au son du tocsin et ont établi des barrages à l'aide de tombereaux, charettes, troncs d'arbre, herses et tas de fumier ». Le Comité est animé par Roland Viel et Albert Poncet : « C'est, à l'exemple des viticulteurs du Midi, les barrages de route où notre paysannerie a pris conscience de sa force et de ses possibilités d'action ». L'activité du Comité s'inscrit dans les vagues successives de luttes paysannes, au point que *Le Monde* souligne dès 1967 : « Le Comité de Guéret, qui coordonne l'action de plusieurs fédérations de gauche du Massif Central, représente l'opposition de gauche interne à la FNSEA ». En 68, un vent de contestation sans précédent se lève dans la région : « Les paysans ont manifesté leur solidarité et, le 24 Mai, ils se sont retrouvés, presque spontanément, sur les barrages de routes » (*Le Réveil Paysan de l'Allier*). Par la suite, malgré quelques tentatives pour organiser une fédération de la petite et moyenne exploitation, le nombre de manifestants diminuera, en proportion de la disparition progressive des paysans.

## Partageons la terre, partageons les richesses

En France, la disparition de la paysannerie, la confiscation du foncier par l'industrie agricole et touristique rendent indispensable la reconquête par le plus grand nombre de l'agriculture. La production de l'alimentation est, dans toute société, à la base de l'organisation économique et sociale. Ne pas maîtriser cette production, que ce soit pour un individu ou pour une collectivité humaine, c'est accepter d'être dépendant de celui qui vous nourrit.

Le système dominant ne nous laisse comme alternative que la soumission ou la rupture radicale. Les catastrophes écologiques et l'épuisement des ressources nous mènent, soit au chaos, soit à un système totalitaire, à moins que nous n'entamions la reconquête individuelle et collective de notre autonomie. Le syndicalisme révolutionnaire se propose d'être un des éléments de la construction d'une société nouvelle, autogestionnaire,

égalitaire et libertaire.

Nous avons entrepris, par notre action collective sur nos lieux de vie :

- de favoriser les installations et de les accompagner solidairement en créant des conditions locales favorables (échange de produits, de savoirs, entraide...),

- de faire se rencontrer la volonté croissante de citoyens de rompre avec le système, avec la capacité de ruraux à les accueillir,

- de partager les savoir-faire nécessaires à la mise en place de productions non industrialisées, socialement utiles, par des stages de formation, des chantiers collectifs...

- de mettre en place, localement, de façon indépendante de tout pouvoir politique, des modes d'organisation solidaire de production et de distribution de biens alimentaires..

Extrait de la brochure *Des petits paysans à la CNT*, décembre 2004.



## 6 - La gueule toute verte

### Tierra y libertad

Confrontés directement aux dégâts écologiques et sociaux de la sainte croissance, à l'emprise intégriste des dévots des techno-sciences, aux croisades contre la diversité des écosystèmes et des sociétés, à la marchandisation sacralisée de la nature et des relations sociales, les paysans participent, avec leurs valeurs d'autonomie et d'entraide, aux combats de survie contre ce système mortifère.

#### Les mangeurs d'produits de la terre

Les Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP) sont de création très récente. Les premières sont apparues à l'initiative de petits paysans de Provence. Elles connaissent un développement rapide dans de nombreuses régions (57 en région parisienne en 2 ans et demi). On peut en trouver l'origine dans les Seikatsu Club qui regroupent 21 millions de Japonais autour de 600 coopératives d'achat, ainsi que dans les Fermiers de famille du Canada.

Un contrat est passé entre un producteur et un groupe de consommateurs pour une saison ou une année. Un plan de production est défini en commun permettant la fourniture hebdomadaire d'un « panier » de nourriture. Le producteur est payé d'avance, ce qui le protège des aléas du marché et des griffes du Crédit Agricole. Des contacts directs sont établis lors des distributions mais aussi dans la ferme où chacun peut se rendre compte des conditions pratiques de production. Si les cultures ne le sont pas déjà, l'AMAP appuie et facilite leur conversion en bio. A l'exemple du réseau Red ecovida agroecológica, 4000 fermes bio du Sud du Brésil, qui a adopté une « certification participative » à la place d'onéreux contrôles d'organismes extérieurs, aucun label n'est exigé : le producteur s'engage simplement à suivre le cahier des charges de Nature et Progrès.

Des réseaux entre AMAP se constituent, permettant des échanges d'expériences et une réflexion sur des questions concrètes : plusieurs producteurs pour une AMAP ? plusieurs AMAP pour un

producteur ?

Ces initiatives favorisent concrètement l'agriculture paysanne : indépendance vis à vis des circuits commerciaux, réduction des transports, diversification, consommation de produits de qualité et en saison, redécouverte de produits rustiques... Elles aident souvent des producteurs à rester à la terre en échappant à l'agriculture productiviste. Ainsi une AMAP a permis l'installation d'un paysan sur 20 hectares non cultivés du Plateau de Saclay.

Si on ne peut prévoir l'avenir des AMAP dans l'environnement capitaliste prédateur actuel, leur structuration souple devrait leur permettre d'expérimenter des pratiques intéressantes telles le jumelage de fermes bio et de centres de petite enfance (Canada) ou la possibilité de payer une partie de ses achats en participant aux récoltes.



#### Gens sans terre

Dans ce vaste monde 500 millions de paysans sont privés de terres. Ils ne se résignent pas tous à s'entasser dans les bidonvilles ou les « boat-people » pour alimenter la chair à profits du capitalisme cannibale. Ils se regroupent et passent à l'action directe dans de nombreux pays : Landless Movement d'Afrique du Sud, Ekta Parishad d'Inde, Mouvement des Sans Terre (MST) du Brésil... Des marches, regroupant des milliers de paysans, vont de village en village pour imposer l'accès à la terre et aux ressources pour la travailler.

Le MST a été créé en 1984 dans l'Etat de « Rio Grande do Sul » et a organisé

de multiples occupations de terre. Malgré la répression, des familles ont été installées dans de nombreux « agro-villages ». Ainsi, depuis plus de 20 ans, l'hacienda de Pirituba a été récupérée par des sans-terre. Elle fonctionne autour d'une coopérative agricole où chacun est payé selon son travail, sans hiérarchie des salaires, les aliments étant distribués en fonction des besoins. Autour de la production de blé, de soja et de haricots, des activités annexes se développent : petit élevage, plantes médicinales, médicaments traditionnels. Des services communs fonctionnent : école, magasin, café.

Fin 2004 existaient 6500 « asentamentos » (installations) au Brésil. Dans l'ensemble des coopératives associées, le MST a mis en place la marque « Sabor de campo » (saveur des champs) permettant à de nombreux consommateurs de pratiquer un « commerce de solidarité » se démarquant totalement du soi-disant « commerce équitable » : proximité entre producteurs et consommateurs, initiatives venant des producteurs et non d'une entreprise occidentale.

Malgré la forte dynamique actuelle des problèmes existent, souvent liés à l'influence que tente d'y développer l'Eglise ainsi qu'à l'approche marxisante de certains dirigeants, prônant une forte intervention de l'Etat. La récente élection de Lula, « vedette américaine » du Parti des Travailleurs, a fait éclater les contradictions. Préférant donner des gages à la « communauté internationale » (FMI, OMC...) plutôt que de tenir les promesses de distribution de terres, il a par ailleurs autorisé la culture massive des OGM ! Cependant la pression des adhérents est très forte et a permis de faire évoluer certains choix au sein du MST. C'est ainsi que des orientations engageant à participer à la concurrence que mène le Brésil pour se placer sur le marché mondial (cultures d'exportation, développement technique accéléré...) sont remises en cause. La tendance actuelle est au remplacement des engrais et fertilisants chimiques par

## La gueule toute verte - 7

leur équivalent organique, ainsi qu'au retour sur les excès d'industrialisation de l'agriculture.

Ce mouvement de grande ampleur s'appuie plus sur les actions et les réflexions pragmatiques de la base que sur l'idéologie de guides éclairés. Sa démarche politique est d'« arriver au socialisme dans le monde agricole brésilien en agissant par capillarité pour changer la société ». En ce sens les actions qui se développent pour encourager les habitants des bidonvilles à participer aux occupations de terres et aux installations sont primordiales.

### Andalousie verte et noire

Les terres d'Andalousie sont encore imprégnées de la vie des communautés agricoles anarchistes des plus belles années de la révolution espagnole (1936-1937). Le rapport à la terre y reste en partie plus un usage qu'une propriété. C'est par exemple le cas pour Manolo et Enrique. D'abord ouvriers agricoles sur les terres de grands propriétaires andalous ou de viticulteurs français, ils ont été de tous les combats du SOC (Syndicat des ouvriers agricoles) qui, depuis les années 80, a organisé des occupations de terres. Ces actions ont été contrées par le gouvernement socialiste du moment qui proposa des allocations aux ouvriers agricoles à condition de cesser de revendiquer la terre ; pour neutraliser les plus radicaux, leur remplacement par des travailleurs immigrés a été organisé ! D'autre part, au sein même du SOC, se sont développées des formes d'autoritarisme sous l'influence de certains dirigeants marxistes. Manolo et Enrique, de culture

anarchiste, préférant les structures horizontales et les débats ouverts, ont alors créé « La Verde », coopérative en production maraîchère biologique avec un



petit élevage de brebis et de porcs pour l'autoconsommation et la fertilisation organique : « On voulait faire une agriculture paysanne, sans utilisation de poisons ».

Alors que l'Andalousie exporte 90% de sa production bio, ils voulaient travailler pour le marché local. Après acquisition de connaissances auprès des paysans traditionnels, ils ont pu développer des productions très diversifiées de légumes et de fruits avec un système faiblement mécanisé et sans intrants chimiques. « La Verde » a mis en place un circuit d'achat et de vente avec les producteurs bio des environs, prenant le risque de stocker leurs produits sans être sûr de pouvoir les écouler. Des échanges de pratiques permettent des

améliorations profitant à tous. Une banque des semences contribue à préserver et améliorer la biodiversité.

Au delà des objectifs écologiques, c'est tout l'environnement agricole régional qui se modifie par le développement de la solidarité, de l'entraide et non par la concurrence.

### Survivre et vivre

On nous parle de gestion mondiale des biens communs (eau, air, forêts...) qui sont en train de se dégrader à grande vitesse. Mais qui donc va la réaliser ? Les firmes transnationales, l'ONU, la Banque Mondiale, les grands marchés capitalistes (Union Européenne, ALENA d'Amérique du Nord, Mercosur d'Amérique du Sud...) ? Un « melting-pot » explosif de toutes ces structures qui nous conduisent au désastre annoncé ? Seules des initiatives locales des habitants de cette planète, se fédérant hors des bureaucraties partidaires et étatiques, peuvent bousculer ce système au service de quelques uns assis sur la misère de la grande majorité. Les paysans en sont les grandes victimes : on les retrouve dans les usines asiatiques, les ateliers clandestins de Paris, les guerres civiles en Afrique... Mais ils sont aussi le nœud central de multiples points de résistance. Un avenir sans paysans est unimaginable, un avenir sans capitalisme est vital...

Une grande part de ces informations sont extraites de *Les paysans sont de retour* de Silvia Perez-Victoria aux éditions Actes Sud, à lire de toute urgence...

**Elan Noir**

### ORTIE SOIT QUI MAL Y PENSE !

En bref : tout ce qui est gratuit et simple à réaliser est interdit. Ne sont autorisés que les produits payants et sous brevet.

La guerre de l'Ortie est rallumée ! La nouvelle avait perturbé les ondes... Un chroniqueur horticole courageux s'insurgeait, sur France Inter, de la parution imminente d'un décret qui l'empêcherait dorénavant de donner à ses auditeurs des recettes leur permettant de traiter naturellement leurs jardins et balcons... Interdit de dire que l'eau chaude est un bon désherbant pour les allées... Interdit de dire que de simples feuilles de fougère éloignent les chenilles des choux... Interdit de donner la recette séculaire d'un extrait d'ortie, appelé purin ! L'information paraissait si énorme que personne n'y a cru ! L'interdiction de fournir, par quelque moyen que ce soit, les recettes de produits naturels non-homologués, le simple fait d'en parler, avaient beau être assortis d'une peine de 2 ans de prison et 75 000 euros d'amende, l'interdit faisait sourire ! Et pourtant l'action menée jeudi dernier conjointement par les services de l'Inspection Nationale des Enquêtes de Concurrence, de Consommation et de

Répression des Fraudes et le Service Régional de la Protection des Végétaux de l'Ain chez un promoteur de techniques agricoles alternatives marque un tournant nouveau dans ce que l'on appelle désormais la guerre de l'ortie ! L'intervention des services de l'État s'est conclue par la saisie de cours théoriques (quid de la liberté d'expression et d'enseignement ?), la prolifération de menaces non dissimulées et l'interdiction de pratiques aussi diverses et incongrues que celle d'aller récolter avec les stagiaires des plantes sauvages dans la nature ! Qu'on se le dise, il est donc bien désormais interdit de faire référence et de transmettre des savoirs et traditions populaires séculaires qui sont pourtant un inaliénable bien commun ! Voilà pourquoi l'Association des Amis de l'ortie souhaite interpellier les pouvoirs publics et solliciter pour cela le soutien des médias concernés par une telle confiscation de nos libertés fondamentales... Comment un décret pourrait-il amputer les citoyens d'un pays de leur mémoire collective ? En vertu de quel principe un décret prive-t-il le citoyen de ses droits démocratiques les plus élémentaires, à savoir celui d'expression, gravement menacé ici, mais aussi celui du choix de cultiver son jardin comme il l'entend ?

### Jouir sans entraves

**Alors que le droit de propriété permet de disposer d'un bien foncier d'une façon exclusive et absolue, le droit d'usage permet de jouir d'une terre sans la posséder, en respectant des équilibres écologiques et sociaux. Y a-t-il des moyens pour l'imposer aux gangs' terres qui écument nos campagnes ?**

#### Face aux spécula'terres...

Les « sauvages » ne connaissaient pas la propriété individuelle de la terre, quiconque était tenté de s'approprier des produits utiles à tous était traité en ennemi de tous.

Vols par guerres et conquêtes, octrois de domaines aux fidèles des monarques, accaparements d'héritages par le clergé, ont permis qu'à la veille de 1789, à l'exception de « communaux » concédés aux pauvres, la terre fût aux mains blanches et fragiles des nobles et des prêtres. Les ventes de biens seigneuriaux offrirent à de riches familles une part du gâteau. En 1793, une loi de la Convention expose à la peine de mort quiconque s'oppose au droit de propriété, inscrit dans la « Déclaration des droits de l'Homme ».

Aujourd'hui, moins de 10 % des terres sont cultivées par leur propriétaire ; l'essentiel est confié à des métayers ou des salariés agricoles surexploités. Cette dépossession des petits paysans s'est répandue sur la planète, par le colonialisme d'abord, par la mondialisation ensuite. La concentration des exploitations, la spéculation foncière, l'achat d'immenses superficies de terres par des entreprises multinationales (voir *Creuse-Citron*, n° 22), font que les deux tiers du milliard d'humains souffrant de la faim sont des paysans !

Un bon exemple de ces rapaces est Charles Beigbeder, patron de Poweo, distributeur d'électricité. Bien qu'ignorant tout de l'agriculture, il exploite des centaines de salariés agricoles sur des dizaines de milliers d'hectares d'anciens kolkhozes en Ukraine. Ces terres très fertiles de tchernizom (terres noires) coûtent cinq fois moins cher qu'en France. Mais Charles, sensible à la moralisation du capitalisme néo-colonial, participe à un projet européen de « bonne conduite pour investisseurs », répondant au joli nom d'« agro-investissement responsable » !

#### ... un petit bail de campagne

Chaque jour 160 hectares de terres sont recouverts de béton ou de bitume, chaque semaine 200 fermes disparaissent. En quelques années le prix de la terre a grimpé de 45 %. L'installation de jeunes paysans ou de néo-ruraux devient de plus en plus difficile.



Les Safer, où siègent des représentants de la FNSEA, du Crédit Agricole, des Chambres d'agriculture, ont droit de préemption sur toute vente de terre agricole et veillent sur cette évolution.

Pourtant, dans les années soixante-dix, furent créés les GFA (Groupements fonciers agricoles) afin de favoriser le groupement d'associés pour financer une exploitation. Rappelons les 4 GFA du Larzac qui, à partir de 1973, permirent à environ 3 000 personnes d'acquérir des lots de terres convoitées par l'armée et de les louer aux paysans par un bail rural, ce qui participa, après de longues luttes, à vaincre les mili'terres.

Plus récemment, l'association « Terre de liens » s'est constituée en 2003. Regroupant mouvements d'éducation populaire, d'agriculture biologique, d'activités rurales, et associée à la NEF, « coopérative de finances solidaires », elle fait appel à l'épargne ou à des dons en argent, terrains ou fermes, pour aider des agriculteurs à s'installer et à déve-

lopper l'agriculture biologique et biodynamique. Elle se porte acquéreur et loue par le moyen d'un « bail environnemental » à des porteurs de projets, leur évitant un endettement souvent très lourd et la « sacro-sainte » propriété individuelle.

Ainsi, en Seine-et-Marne, est en cours, financée par « Terre de liens », la reprise d'une ferme de 80 hectares dont le propriétaire prend sa retraite. L'agriculture pratiquée est biologique : maraîchage, céréaliculture, élevage de chèvres, fromages dont les produits sont vendus dans trois AMAP. Une « couveuse d'activités agricoles » (voir *Creuse-Citron*, n° 19) va permettre à de futurs paysans de se former.

De même, en Creuse, à Saint-Moreil, « Terre de liens » est sollicitée pour développer une démarche initiée par Philippe et Milly dès 1985, quittant alors la ville pour s'installer en Limousin. Au printemps 1999 ils créent le

GAEC « Champs libres » avec Jean-Michel, Jean-Luc, Corinne et Jean-Jacques, qui avaient trouvé une ferme à Saint-Julien-le-Petit (Haute-Vienne) en 1995. Sur les deux fermes se mettent en place une autre organisation du travail et des activités multiples, accueil, formation, développement culturel par l'association « Contrechamps ». « Terre de liens », en acquérant des bâtiments et des terres, devrait permettre de pérenniser ce projet en agriculture biodynamique, sur deux fois 50 hectares : maraîchage, polyculture, élevage, semences...

Tous ces petits lopins qui gambadent joyeusement par monts et par vaux vont-ils grandir, faire des petits, ou serviront-ils simplement de « réserves naturelles » tolérées par le capitalisme ?



ÉLAN NOIR

## 4 – La gueule toute verte

### Faire bouillir la marmite sociale !

*La politique, serait-ce ces papiers volatiles qui se frôlent dans les urnes, ou ces paroles futiles qui s'envolent dans les « étranges lucarnes » ? L'alternative, pour « sortir de la crise » serait-elle entre les mains des experts du libéralisme, affairés à relancer la machine à exploiter, ou dans les têtes des fans de l'étatisme, ressuscitant quelques poils de barbe de Marx pour dompter la sauvagerie du capitalisme ? Un vert pisseux, tendance Dany recyclé Grenelle, va-t-il recouvrir cet antagonisme de carnaval ? En réalité, c'est dans la créativité et l'autonomie d'individus solidaires que réside l'espoir d'un autre futur. Le silence envahissant des me(r)dias ne suffit pas à masquer les diverses initiatives qui surgissent dans de nombreux domaines. Humons, par exemple, dans le prolongement des AMAP (1 200 à ce jour), le fumet qui s'échappe de la Marmite d'Eugène...*

#### Associations-nous les uns les autres

Il y a trente ans, autour de Paris, 2 500 maraîchers approvisionnaient la population ; aujourd'hui, pour 12 millions d'habitants, il en reste 350, dont 30 bios ! La toute jeune association de Montreuil, la Marmite d'Eugène, a pour objectif de réapprendre à se nourrir avec des ressources locales et de faciliter la réinstallation de paysans respectueux de l'environnement. Reçus à Radio Libertaire, ils affirment leur volonté de proposer des repas à prix coûtant, composés d'aliments issus de l'agriculture biologique. Il s'agit en fait d'une AMAP qui, au lieu de répartir les produits du travail paysan entre les paniers des associés, les utilise pour mettre en place une cantine populaire. Ce restaurant coopératif est pensé selon le modèle qui a existé au XIX<sup>e</sup> siècle : quatre restaurants ouvriers créés par le communard et internationaliste Eugène Varlin.

Le lieu doit permettre la convivialité et les échanges : bar, self donnant sur les cuisines, concerts, expositions, accueil de centres de loisirs pour sensibiliser les enfants à l'écologie... Rendre accessible une nourriture saine devrait encourager certains à fuir les *fast-food*. Avec d'autres associations, la Marmite d'Eugène agit aussi pour obtenir l'installation d'un paysan biologique sur des terrains du site des Murs à pêche. Laisser les villes tentaculaires remplir nos vies de béton et de voitures n'est pas inéluctable. Le récent essor de « jardins partagés », tel Le sens de l'humus à Montreuil, démontre qu'on a autant besoin de cultiver des liens avec ses voisins que des salades et des tomates.

L'ouverture récente par deux compagnons libertaires d'une université populaire, sur ce lieu créé par Armand Gatti à Montreuil, La Parole errante, indique que la créativité populaire n'a pas disparu.

#### Construire notre futur...

L'appel d'Eugène Varlin « aux Travailleurs et aux consommateurs » renvoie à la complémentarité qu'il devrait y avoir entre ces associations et le réveil d'un mouvement social encore anesthésié.

Il est vrai que les « partenaires sociaux » s'entendent comme larrons en foire pour éviter qu'il ne bouscule leur « syndicalisme d'accompagnement ».

Pourtant les Bourses du travail, sous l'impulsion des anarchistes, avaient fortement contribué à développer ces luttes et cette culture ouvrière qu'il faudra bien redécouvrir.

Quelle sera donc la première Union locale qui osera impulser une AMAP, une cantine populaire, un jardin collectif... ?

ÉLAN NOIR



#### Aux ouvriers, aux ouvrières, aux consommateurs [extraits]

On a proclamé la liberté du commerce ; la spéculation en use pour nous exploiter à merci.

Travailleurs ! Consommateurs ! Ne cherchons pas ailleurs que dans la liberté le moyen d'améliorer les conditions de notre existence. L'association libre, en multipliant nos forces, nous permet de nous affranchir de tous ces intermédiaires parasites dont nous voyons chaque jour les fortunes s'élever aux dépens de notre bourse et souvent de notre santé. Associons-nous donc, non seulement pour défendre notre salaire, mais surtout pour la défense de notre nourriture quotidienne.

Une nombreuse population d'ouvriers, d'ouvrières, absorbée par un travail journalier incessant, ne peut s'alimenter que dans des établissements où on trouve le luxe avec la cherté, ou bien, avec un bon marché relatif, une nourriture malsaine.

Unissons-nous. Formons une société coopérative d'alimentation. Nous préparerons une nourriture saine et abondante que nous pourrions, à notre gré consommer dans notre établissement ou emporter chez nous.

EUGÈNE VARLIN

### Vert et durable... le capitalisme ?

*La destruction de la planète par la machine industrielle devient évidente. Les écolos de salon s'attablent avec industriels et politiques pour « sauver le soldat capitalisme ». Ils apportent leur peinture verte pour ripoliner les faces grises des « décideurs ». Prescripteurs d'un label « développement durable », beaucoup de mouvements de « protection de la nature » deviennent un appendice de l'appareil d'État et d'un système économique mortifère.*

#### Les révolutionnaires de Grenelle...

« C'est une révolution dans nos façons de penser et dans nos façons de décider ». Le dangereux agitateur, qui prononce cette phrase historique dans les salons de l'Élysée à l'automne 2007, est Nicolas Sarkozy à l'issue du « Grenelle de l'environnement ». Il est rare de voir au ministère du Travail un rassemblement de tels révolutionnaires : séides de l'État, patrons pollueurs, agrobusinessmen et petits marquis de la galaxie écolo-moderne.

Déjà les 25 et 26 mai 1968, pour les « Accords de Grenelle », d'autres redoutables comploteurs, patrons du CNPF, chefs de la CGT s'acoquinent avec Pompidou afin que l'ordre et la paix sociale évacuent les usines occupées, balaient les espoirs nés dans la rue, enterrent l'avenir dans les urnes.

Sarkozy a piqué l'idée à Franck Laval, fondateur d'Écologie sans frontière, qui propose de « poser l'acte fondateur du dialogue environnemental qui doit s'instaurer en France entre toutes les parties prenantes ». À peine élu en mai 2007, il en charge trois serviteurs : Jean-Louis Borloo, Chantal Jouanno, NKM (Nathalie Kosciusko Morizet). Leur « compétence » est garantie par leur brillante carrière : Borloo avait déjà servi Mitterrand en 1990, en fondant, avec Brice Lalonde, Génération Écologie pour contrer les Verts, puis il a fait des affaires avec Tapie en revendant, avec bénéfice, des entreprises en difficulté, achetées pour un franc symbolique ; Jouanno, « conseillère à l'Élysée en charge des négociations du Grenelle de l'environnement », a successivement travaillé pour la bagnole, EDF, la Police, la Défense ; NKM est ingénieur à l'IGREF (Institut du génie rural et des Eaux et Forêts) acteur essentiel du remembrement, des politiques menées contre les rivières, les forêts, les zones humides... Afin de lancer le Grenelle, des écologistes apparaissent sur les perrons de l'Élysée, Nicolas Hulot, Pascal Husting et Yannick Jadot (Greenpeace), Serge Orru (WWF), et Sarkozy claironne



« L'époque est à l'action. Il n'y a aucun sujet tabou ».

#### Les Verts sont dans le fruit

Pour inaugurer le défilé de mode verte à Grenelle, voici Nicolas Hulot, fort du soutien d'entreprises telle Rhône-Poulenc qui sponsorise « Ushuaïa, le magazine de l'extrême ». Il assure que « les entreprises ont intégré le souci du devenir du monde vivant ».

S'empressent des responsables du WWF (Fonds mondial pour la nature). Cette association existe depuis 1961. Ses présidents eurent des fréquentations inquiétantes, tels le prince Bernhard et le prince Philipp, sympathisants du parti nazi, ou John H. London, dirigeant de Shell et ami des transnationales, ou encore Anton Rupert, partisan de l'apartheid, qui créa une section du WWF en Afrique du Sud, milliardaire qui s'occupa des finances du WWF international.

« Le WWF est devenu le secrétariat environnemental de la production de matières premières. Les tables rondes pour la production durable des pires monocultures de l'agriculture mondialisée sont dirigées par le WWF. La « table ronde du soja responsable », à laquelle participent des firmes comme Monsanto, Syngenta, Cargill, Bunge et ADH, en est le cas le plus flagrant. Une gigantesque opération de *greenwashing* pour cacher la destruction environnementale causée par le soja en Amérique du Sud : déforestation, pollution des milieux naturels et des personnes » dénonce en 2009 l'Initiative Mercosur, réseau sud-américain de mouvements de femmes, communautés indiennes, associations paysannes.

C'est en 2006 qu'a été créée la RRTS (Table ronde du soja responsable) réunissant le WWF et les firmes pour mettre en place un

label international garantissant la « durabilité » du soja transgénique, qui envahit de nombreux pays. Le WWF participe à d'autres tables rondes : BSI (cane à sucre), RSB (bio-carburants), RSPO (huile de palme).

C'est en 1967 que Jean Sainteny, ministre de De Gaulle, crée la section française du WWF devenant en 1971 le FFNE (Fonds français pour la nature et l'environnement) qui aura notamment comme présidents Luc Hoffmann, héritier de la transnationale suisse Hoffmann-Laroche, Daniel Richard, dirigeant des Trois Suisses, des Galeries Lafayette. Serge Orru, son directeur au moment du Grenelle, signe des partenariats avec les Ciments Lafarge, Bouygues, etc.

Voici des représentants de Greenpeace, créée en 1971, apparue en France en 1977 pour mener des actions pour les baleines, les océans et contre le nucléaire. En 1985, Mitterrand sait que Greenpeace prépare une campagne contre les essais nucléaires à Mururoa. Le 10 juillet, des nageurs de combat posent deux bombes contre son bateau, le Rainbow Warrior, faisant un mort. En même temps un coup de force interne chasse les principaux activistes de l'association, entraînant la fuite des adhérents, puis sa dissolution fin 1987. Certains exclus fondent alors Robin des bois.

Recréée en 1989, Greenpeace France met la pédale douce sur le nucléaire. Son président, Robert Lion, déclare à la conférence de Kyoto sur le climat : « Des entreprises anticipent l'inéluctable succès des défenseurs du climat. Ce succès leur ouvrira des marchés. Le champion mondial de ces attitudes intelligentes pourrait être Shell ou Toyota ou Dupont de Nemours. » Ajoutons qu'il s'est présenté aux régionales de 2010 sur une liste Europe Écologie, y rejoignant le responsable des campagnes de Greenpeace, homme clé du Grenelle, Yannick Jadot, député européen.

Suivent des dirigeants de France Nature Environnement, réseau d'associations créé en 1968. Après un début activiste (parc de la



Vanoise), FNE fut sollicitée par l'État pour figurer dans des commissions locales ou départementales: industrialisation des campagnes, construction d'autoroutes... nécessitaient une caution citoyenne garantissant l'«acceptation sociale». Ainsi se mit en place une caste se retrouvant souvent au Conseil économique et social! Leur «indépendance» est garantie par le fait que près de 70% des dépenses sont couvertes par des financements publics.

Des partenariats sont signés avec les transnationales de l'eau, Suez-Lyonnaise des Eaux et Véolia, ou Compo, liée au géant Syngenta. Sous l'impulsion de son président, Sébastien Genest, ex-forestier en Limousin, FNE a mis en place avec les industriels du bois le label international PEFC (Certification forestière pan-européenne), qui autorise l'usage de pesticides en forêt, mais «de manière raisonnée»! Des dizaines de forêts primaires en Tasmanie ou en Malaisie ont été détruites sous cet ecolabel. Le journal *L'écho des Forêts* l'avoue: «La certification est un atout pour mieux vendre».

### «L'environnement, ça commence à bien faire!»

C'est en 2010, au Salon de l'Agriculture, que Sarkozy tire la chasse d'eau. Pourtant, que d'espoirs quand, mi-2007, quelque 300 dignes serviteurs de l'État, des syndicats patronaux ou salariaux, de l'écologie «ma non troppo» se réunissent!



### Pour un développement durable... des luttes

Le développement durable, seriné par des milliers d'ONG, d'institutions, de politiciens n'est que la version médiatisée de la lessive qui lave plus vert (*greenwashing*) et facilite le greenbusiness. Il est symptomatique que ce terme ait été popularisé au Sommet de la Terre de Rio par son organisateur,

Les tenants du monopole de l'expertise technique, ingénieurs des Mines, des Ponts et du Génie rural sont bien représentés.

Fin septembre Sarkozy siffle la fin des échanges sur quelques mesurètes, telle la «réduction de 50% des pesticides, si c'est possible». Hulot s'enthousiasme: «C'est un changement de civilisation! C'est un changement d'ère!»

La loi-cadre «Grenelle 1» est votée en août 2009, après interventions des lobbyistes de tout poil, nucléaire, eau, pesticides, déchets, BTP, agrobusiness..., saluée par l'Alliance pour la planète (Greenpeace et WWF): «La majorité des députés a entendu les attentes de la société française. C'est une bonne nouvelle pour la démocratie.»

La loi «Grenelle 2», censée en préciser les applications, est votée en juillet 2010. L'enfumage apparaît au grand jour. À titre d'exemple, l'interdiction de l'épandage de pesticides par voie aérienne y est assortie de telles dérogations que les gros céréaliers sont autorisés à arroser 200 000 hectares!

Les réalités du capitalisme sont rappelées par Thierry Desmarest, patron de Total: «On ne peut faire du développement durable sans être compétitif» et Francis Mer, ex-ministre de l'Économie: «Les entreprises sont faites pour créer des richesses. D'où l'idée de développement. J'insiste donc au moins autant sur l'idée de développement que sur le mot durable.»

le Canadien Maurice Strong, homme des transnationales, héraut mondial du capitalisme vert ayant fait fortune dans l'industrie pétrolière... De même, le Suisse Stephen Schmidheiny, a joué un rôle essentiel au Sommet de la Terre de Johannesburg et récemment à la Conférence mondiale sur la biodiversité. Après avoir fait fortune dans l'amiante (Eternit), il a fondé l'ONG Avina, dont le but est de «contribuer au développement durable en Amérique Latine afin de promouvoir l'établissement de relations de confiance et de partenariats fructueux entre chefs d'entreprise et leaders sociaux autour de programmes d'action consensuels».

Tous ces partenariats, qui permettent à des entreprises de financer des ONG en échange d'une caution environnementale, ont pour but de conforter le système économique actuel et de dissuader l'engagement d'actions directes sur le terrain. Même si les me(r)dias s'en font très peu l'écho, seul le développement de ces luttes – avec participation des populations locales – peut faire reculer la machine industrielle: Notre-Dame-des-Landes (aéroport près de Nantes), gaz de schiste, OGM, agro-carburants, nucléaire...

ÉLAN NOIR

(Cet article s'inspire de *Qui a tué l'écologie* de Fabrice Nicolino, Éditions LLL, 2011.)



## Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

**ET LES AUTRES...**

## **Du libéralisme au néo-libéralisme : naissance d'un fondamentalisme**

**Susan George**

ON M'A DEMANDE de parler du passage du libéralisme au néo-libéralisme et du fondamentalisme nouveau qui est le cadre dans lequel nous opérons tous. Je vais essayer de faire cela historiquement, pour vous donner une idée de comment cette idéologie est née, en particulier aux Etats-Unis.

D'abord je voudrais vous donner deux exemples de ce qui est maintenant considéré comme normal dans le monde. Le premier vient du Bulletin du F.M.I., qui a des projets pour nous dans le nord. Tout le monde sait que le F.M.I. a des projets qu'il a mis en pratique dans le sud et aussi à l'est, mais maintenant il a des projets pour nous aussi au nord.

Le projet du F.M.I. pour nous ce sont les choses suivantes. Sur le plan du travail et de l'organisation du travail : des assurances chômage beaucoup moins « généreuses », des ventilations de salaires des employés beaucoup plus poussées vers le bas, des écarts beaucoup plus larges entre ceux qui sont payés le moins et ceux qui sont payés le plus. Ceci est déjà pratiqué aux Etats-Unis où maintenant un P.D.G. gagne en moyenne 190 fois plus que son ouvrier le moins bien payé. Il y a trente ans, la différence n'était déjà pas très égale, mais c'était de 40 à 1.

Je continue avec les conditions du F.M.I. : moins de syndicalisation et pas de négociation collective sur les conditions de travail ou les niveaux de salaire, pas d'intervention du gouvernement dans le processus de négociation des salaires, pas de restriction sur l'embauche ou le licenciement des employés, donc plus de législation. Beaucoup moins de coûts accessoires relatifs au travail (c'est-à-dire des assurances sociales et des contributions généralisées pour les assurances chômage etc...). Autrement dit vous aurez quelques mois d'assurance chômage et après à vous de jouer, voilà le programme fondamentaliste du F.M.I.

Le second exemple est de quelqu'un qui est maintenant sous-secrétaire au trésor américain, Larry Summers, connu par beaucoup d'entre vous comme celui qui a écrit le fameux mémo où il disait que l'Afrique est sous-polluée et qu'il fallait transférer nos industries sales dans les pays où les salaires étaient les moins élevés. Il a dit aussi autre chose lorsqu'il était économiste en chef de la banque mondiale, c'est un autre domaine mais également très intéressant : *« il n'y a aucune limite susceptible de nous bloquer dans un avenir prévisible en ce qui concerne la capacité d'absorption de la planète. Le risque d'une apocalypse due au réchauffement du climat ou à toute autre cause est inexistant. L'idée que le monde court à sa perte est profondément fautive, l'idée que nous devrions imposer des limites à la croissance à cause de limites naturelles est une erreur profonde, c'est en outre une idée dont le coût social*



*serait stupéfiant si jamais elle était appliquée »*

Autrement dit nous vivons dans un monde où de telles déclarations de gens au pouvoir sont considérées comme absolument normales. Ce n'était pas le cas autrefois. Je n'ai malheureusement pas le temps de vous donner toute l'évolution historique, cela sera beaucoup plus documenté dans l'article du Monde Diplomatique d'août 96.

J'ai essayé de faire une recherche historique parce que la « normalité » de cette idéologie me frappait beaucoup et j'ai voulu savoir quels étaient les mécanismes par lesquels cette idéologie a été mise en place. Vous ne serez pas surpris d'apprendre que c'est surtout aux Etats-Unis qu'une telle stratégie concertée a fantastiquement bien marché pour des raisons que je vais essayer de vous donner.

Ce qu'on appelle aujourd'hui la « pensée unique » n'a pas du tout toujours été chose normale. En fait, après la dernière guerre, elle était extrêmement minoritaire. Majoritairement on croyait soit au marxisme, soit au keynésianisme. La nouvelle droite a commencé à Chicago, tout de suite après la guerre, avec le philosophe-économiste autrichien Friedrich von Hayek, qui était entouré de jeunes économistes - aujourd'hui devenus célèbres, avec plusieurs prix Nobel dont Milton Friedman. L'un des volumes peut-être qui a eu le plus d'influence sur ce mouvement et dont le titre me paraît important s'intitulait *Les idées ont des conséquences* de Richard Weaver.

C'est vrai que les idées ont des conséquences et c'est une chose qui à mon avis n'a pas été vraiment reconnue par les progressistes dans les faits. Beaucoup de livres ont été publiés à Chicago dont voici un résumé tel qu'il a été formulé par Milton Friedman : la liberté individuelle est l'idéal social ultime, le pouvoir du gouvernement lorsqu'il est nécessaire doit être limité et décentralisé, l'interventionnisme étatique est nocif et dangereux, la liberté économique, c'est à dire le capitalisme, est la condition sine qua non de la liberté politique.

Comment est-il possible de mettre en pratique un programme de ce type où l'intervention du gouvernement devient la chose à éviter et où il est considéré que la liberté d'agir dans un système capitaliste est la base même de la liberté, de la démocratie ? Si les idées ont des conséquences, il faut permettre à ceux qui produisent les idées, c'est-à-dire aux intellectuels, de penser, d'écrire, de parler, de publier, d'enseigner, de diffuser, d'organiser.

Immédiatement après la guerre, la droite a commencé à mettre en pratique des programmes de recherche intellectuel et de production de connaissances et bien entendu d'idéologie.

La première institution que je voudrais citer, c'est le Hoover Institute à l'université de Stanford, qui a un budget de 17 millions de \$. Depuis 1960 cet institut a non seulement un volet anti-communiste et international, mais aussi un volet économique. C'est lui qui a financé en grande partie les travaux de Milton Friedman et les autres prix Nobel dont le modèle du Docteur Folamour, le Docteur Edward Teller.

Le deuxième est l'American Enterprise Institute, une institution qui existe depuis 1960 et regroupe les principaux laboratoires de la pensée néolibérale à partir de

1980. 150 chercheurs travaillent exclusivement sur la production de rapports pour le gouvernement américain mais le AEI a aussi une influence à l'étranger, avec un budget de 14 millions. Une de ses campagnes de financement a été lancée à partir de la salle à manger du Pentagone...

The Heritage Foundation est connue de beaucoup d'entre vous parce qu'elle a été l'une des principales à influencer la politique de Ronald Reagan. Travaillant d'arrache-pied à partir du moment où celui-ci a été candidat, six jours après son élection, the Heritage Foundation avait mis entre les mains des conseillers de Reagan 1000 pages avec 600 lois-cadres pour le programme du gouvernement. Depuis 1980, 250 experts néolibéraux y travaillaient et leur spécialité est de publier chaque année un guide d'experts dans tous les domaines de la politique nationale et internationale, avec leurs coordonnées. Ce manuel est distribué à tous les journalistes qui n'ont plus qu'à téléphoner à l'expert dont ils ont besoin qu'il passe deux minutes à la télévision. On téléphone donc à l'expert du Heritage Foundation qui a su faire le marketing pour faire diffuser ses idées.

Il y a d'autres « boîtes à penser ». Une autre formule est celle de la Sté du Mont Pèlerin, qui commence elle aussi après la guerre autour de 1948 avec une quarantaine de personnes dont quelques européens ; pour la première fois donc il y a contact entre les américains et les européens, et comme le dit Friedman « *pour la première fois nous avons compris que nous n'étions pas seuls* ». Le Mt Pèlerin continue depuis 1948, son Président d'aujourd'hui est un français, professeur à Dauphine, M. Pascal Salin. Les 400 membres du MPS se retrouvent tous les deux ans. Elle ne souhaite pas la publicité et ne publie pas la liste de ses membres, mais je peux vous dire qu'Alain Madelin en fait partie, M. Klaus premier ministre de la Tchécoslovaquie, aussi, Margaret Thatcher aussi etc... C'est un réseau extrêmement efficace de 400 personnes à l'origine de beaucoup d'instituts, de publications.

Pour conclure, un exemple de ce qu'il faut faire pour orchestrer la mise en place de l'idéologie néo-libérale. Il y a plusieurs fondations aux Etats-Unis qui contribuent au financement de ces diverses institutions, contribuent aux publications, à des revues, etc ... On peut citer l'une d'entre elles, la Fondation Olin, fondée sur une grosse fortune privée de produits chimiques et de munitions. Ces fondations financent des chaires universitaires, où sont formés les jeunes économistes, ont le droit de nommer les professeurs lorsqu'elles donnent une certaine somme d'argent comme à Yale, à Harvard....

Au centre de Chicago de la Fondation Olin, en 1988, on invita un fonctionnaire du département de l'Etat à faire une conférence ; aussitôt après celle-ci était publiée dans une revue financée aussi par la fondation, avec les commentaires de trois chercheurs tous trois financés par Olin. On crée ainsi de toutes pièces un « débat ». Ce débat se retrouva ensuite dans les pages du *New York Times*, du *Washington Post*, à la télévision. Vous avez peut-être entendu parler de ce soi-disant débat et de « fin de l'histoire », il s'agit de Francis Fukuyama qui affirma que « *le libéralisme c'est la fin de l'histoire* » au sens où libéralisme économique plus démocratie politique représentent l'étape finale de la quête de l'homme et de l'Etat. Francis Fukuyama est une construction de toute pièce de la fondation Olin.

Aujourd'hui le journalisme américain est majoritairement peuplé de gens formés dans ces différents centres mais cela va bien au-delà des frontières des Etats-Unis.

Peut-être est-ce parce que je suis moi-même chercheur et particulièrement sensible à ces aspects, mais je sais ce que c'est, malheureusement, d'avoir à trouver un financement pour les idées. En France de quoi pouvons-nous disposer ? Nous avons le *Monde Diplomatique*, mais il n'y a pas 36 manières pour les chercheurs de gauche de publier aujourd'hui. Entre parenthèses, ceux qui le peuvent doivent contribuer à son indépendance en adhérant à l'association des Amis du Monde Diplomatique.

Regardons ce que les progressistes ont financé : essentiellement des programmes à la base. C'est louable, mais lorsque le cadre idéologique est tel que de toute façon ces programmes sont balayés parce qu'aucune ONG, aucune fondation ne peut maintenir contre vents et marées ces programmes à la base, il me semble que c'est beaucoup d'efforts pour rien. Puisque la droite, contrairement à la gauche, n'a aucun état d'âme pour financer les « experts », ceux-ci sont maintenant partout au pouvoir et les idées qu'ils défendent aussi. Il y eut beaucoup de fautes de la part des progressistes, nous n'avons pas compris que les idées ont des conséquences. Faute de le comprendre on finit par les subir.

## **Susan George,**

à la fois citoyenne française et américaine, est une écrivaine, militante altermondialiste et la présidente d'honneur d'ATTAC.

### ***Bibliographie***

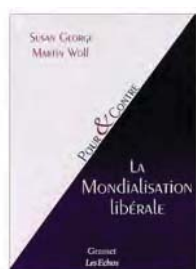
- *Comment meurt l'autre moitié du monde*, (trad. de *How the Other Half Dies: The Real Reasons for World Hunger*, Penguin, 1976)
- *L'effet boomerang*, (Pluto Press, 1992)
- *Le Rapport Lugano*, (Pluto Press, 1999; Fayard, 2000)
- *La mondialisation libérale* (avec Martin Wolf, Grasset/Les Echos, 2002)
- *Un autre monde est possible si...* (Fayard, 2004).
- *Nous peuples d'Europe* (Fayard, 2005)
- *La pensée enchaînée* (Fayard, 2007)
- *Leur crise, nos solutions* (Albin Michel, 2010)

## **POUR ALLER PLUS LOIN...**

### BIBLIOGRAPHIE



*Comment meurt l'autre moitié du monde Susan George*



*La mondialisation libérale édition Susan George édition Grasset Les echos*



*François Partant la ligne d'Horizon édition la découverte 1988 réédité en 2007*



*Les paysans sont de retour de SILVIA PÉREZ-VITORIA édition Actes Sud*



*La riposte des paysans de SILVIA PÉREZ-VITORIA édition Actes Sud*

*Et sûrement beaucoup d'autres livres...*

*Groupe Gaston Leval de la Fédération Anarchiste*